

RAPPORT ANNUEL 2025



GREAA

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS

03 MOT DU PRÉSIDENT**04 MOT DES CO-SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX****06 PLATEFORMES**

Plateforme Adolescent·e·s
 Plateforme Alcool
 Plateforme Cannabis
 Plateforme Fonctions dirigeantes
 Plateforme Genres et sexualités
 Plateforme Travail Social Hors Mur
 Plateforme Jeu
 Plateforme Nightlife
 Plateforme Prévention
 Plateforme Prison
 Plateforme Réduction des risques
 Plateforme Handicaps et addictions
 Plateforme Santé

12 FORMATION

Formations GREA 2025
 Interventions dans des cursus de formation
 Formations sur mesure
 Recovery College Addictions

16 RECHERCHE

Bonnes pratiques en matière de collaboration entre les domaines de la justice et des addictions en Suisse: état des lieux
 Trajectoire des paris sportifs
 CIPPAL - Marketing Suisse
 Dépénalisation de la consommation de stupéfiants
 EGambling 2026
 Analyse du discours sur le jeu responsable

20 PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

Dry January
 Journée alcool
 Happy Hours

Seniors et addictions
 Outils Stop Alcool, Cannabis et Jeu
 Portail en ligne Station A
 Groupe d'experts «Cyberaddiction»
 Family 4 the Night
 RIL - Intervention précoce
 « Au-delà des rôles, redonner un souffle »

25 COORDINATION ET ÉVÉNEMENTS

Projet collaboration hospitalière
 Projet « Travail social »
 Conférence sur la problématique des addictions chez les personnes en situation de handicap mental
 Journée Support. Don't Punish.
 Journée CoRoMA « Innover en addictologie »
 Formation au système de drapeaux
 Coordination internationale
 CRIAD: Coordination romande des institutions et organisations œuvrant dans le domaine des addictions
 FORDD: Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances
 PILDJ: Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu
 Secrétariat du Cannabis Consensus Schweiz

31 COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Justice et addictions: quelles réponses interprofessionnelles pour un accompagnement et une réinsertion durable ?
 Factsheet « Fentanyl et nitazènes: sommes-nous prêts ? »
 Factsheet « Poudes énergisantes à sniffer »
 Lancement du site ADDIRIS
 Dix factsheets sur la régulation du cannabis
 Conditions d'accès aux espaces de consommation sécurisés: pour une approche efficace et efficiente
 Reve Dépendances
 Revue « Addiction(s): Recherches et Pratiques »
 Publication du GREA dans des revues spécialisées

Le GREA dans les médias
 Communiqués de presse

36 POLITIQUE

Alcool
 Cannabis
 Cocaïne
 Opiïdes
 Jeux de hasard et d'argent
 Nicotine

40 ASSOCIATION

Les membres
 Le comité
 Le secrétariat
 Civilistes et stagiaires

42 RAPPORT FINANCIER

Chères et chers membres du GREA,

2025 restera l'année où une contradiction s'est exposée avec une clarté brutale. Le Parlement fédéral a voté 10 millions d'aide d'urgence à la viticulture pendant que la Stratégie nationale Addictions et MNT perdait un quart de son budget. Un conseiller fédéral, viticulteur lui-même et membre du parti majoritaire, a déclaré publiquement souhaiter que les gens boivent davantage. Dans le même temps, une motion parlementaire visait à interdire à l'OFSP de formuler des recommandations sur la consommation d'alcool. Ce n'est pas un glissement: c'est une offensive structurée contre la santé publique et nos actions, menée au nom d'intérêts économiques sectoriels. Il serait naïf de ne pas le nommer ainsi.

Sur le terrain, la réalité n'attend pas ces arbitrages politiques. Les mois d'attente pour une consultation ambulatoire se sont banalisés. Les structures résidentielles, les espaces de consommations sécurisés et les lieux d'accueils bas-seuils tournent à saturation. La cocaïne et le crack redessinent les profils de vulnérabilité dans nos villes, sans que la Confédération ne puisse offrir une coordination et un financement ciblé. Les professionnel-le-s travaillent dans un état de surchauffe chronique, pendant que les moyens qui devraient les soutenir s'amenuisent. Cette asymétrie entre les rapports de force politiques et la réalité du terrain est le fait marquant de 2025. Elle est inacceptable et nous devons continuer à la nommer publiquement.

Face à cela, le GREA n'a pas attendu. Sur le plan du plaidoyer, nous avons contribué de manière déterminante à la consultation sur la Loi fédérale sur les produits cannabiques — un texte que nous considérons comme l'un des meilleurs projets de régulation du cannabis au monde — et publié une prise de position scientifiquement étayée sur les espaces de consommation sécurisés au moment précis où des décisions locales menaçaient de fragiliser des dispositifs dont l'efficacité est établie. Sur le plan de la recherche, nos travaux sur la collaboration entre justice et addictions ont fait l'objet d'une communication à la Swiss

Public Health Conference à Lugano, et nous avons initié, sur mandat de l'OFSP, une étude sur la dépénalisation de la consommation de stupéfiants qui alimentera directement les décisions politiques à venir. Sur le plan international, nous avons représenté le domaine à la *Commission on Narcotic Drugs* de l'ONU à Vienne. Enfin, le Comptoir des droits, né d'une collaboration avec la Law Clinic de l'Université de Genève, a ouvert un accès juridique concret aux personnes les plus précarisées. Et parce qu'agir sur le temps court ne suffit pas, le comité, les co-secrétaires généraux et les responsables de pôles ont consacré une journée au vert à réfléchir ensemble au GREA de demain — une démarche que je considère comme un investissement nécessaire dans un contexte qui pousse à l'urgence permanente.

Deux chantiers méritent d'être relevés car ils concernent des populations trop souvent invisibilisées. Le projet *Seniors & Addiction(s)* s'attaque à un angle mort réel: les consommations des personnes âgées restent sous-détectées dans les EMS et les soins à domicile, souvent banalisées par l'âgisme ambiant. De même, notre travail sur les addictions et le handicap mental — notamment la conférence organisée avec *Insieme Vaud* en novembre — a posé publiquement une question de justice: le droit d'accéder aux mêmes prestations de prévention et de soins, quelle que soit la situation de la personne. Ces deux axes témoignent de ce que signifie concrètement une politique des addictions fondée sur les droits humains.

La bataille pour la LPCan au Parlement, la résistance aux pressions du lobby alcool, la vigilance sur les opioïdes de synthèse: ces combats sont devant nous et nous y serons.

Je remercie chaleureusement les membres du comité, les co-secrétaires généraux et l'ensemble du secrétariat pour leur engagement rigoureux dans un contexte exigeant. Je remercie aussi chaque membre de cette association: votre participation active est ce qui fonde notre légitimité à parler fort, sur la base des faits, au nom du terrain.

Thomas Urben, Président



**Chères et chers membres du GREA,
Chères et chers partenaires,**

2025 aura été une année de contrastes saisissants pour notre association, comme pour le champ des addictions de manière plus large.

D'un côté, la réalité du terrain ne trompe pas: les besoins augmentent. Nos plateformes professionnelles témoignent d'une demande croissante, les problématiques se complexifient, et les professionnel-le-s cherchent plus que jamais à se former, à se coordonner, à innover. Notre pôle formation a formé 167 étudiant-e-s, dispensé 31 jours de formations, et répondu à une demande de formations sur mesure qui dépasse désormais largement notre réseau spécialisé historique. Le Recovery College continue de toucher des publics que les dispositifs classiques n'atteignent pas. Le terrain bouge, s'adapte, résiste. Dans un monde en mouvement, où les habitudes de consommation évoluent en permanence, où la précarité s'aggrave, notre domaine innove en permanence.

De l'autre côté, le signal politique envoyé par la Confédération est préoccupant. L'Office fédéral de la santé publique a subi une coupe d'environ un quart de son budget consacré aux addictions et aux maladies non transmissibles. Résultat: des formations annulées faute de financement, une Rencontre intercantonale latine réduite à une fréquence biennale, des projets menacés. Pendant ce temps, le Parlement votait 10 millions d'aide à la viticulture — un signal préoccupant, qui résume à lui seul les rapports de force à l'œuvre. Nous avons rassemblé près de 10'000 signatures contre ces coupes, nous avons interpellé, publié, alerté. Et cela a payé: sous la pression, le Parlement a rétabli 400'000 francs. Une victoire partielle, mais une victoire — la preuve que ces choix politiques ne sont jamais gravés dans le marbre. Le combat contre les coupes budgétaires n'est pas terminé.

Face à cette austérité, le GREA a renforcé son rôle de soutien central au réseau romand afin d'informer, outiller et positionner: nous avons publié, entre autres, dix fiches sur la régulation du cannabis, une prise de position sur les espaces de consommation sécurisés appuyée par une revue internationale de littérature, une factsheet sur les opioïdes de synthèse, des communiqués réguliers, des interventions médiatiques. Dans un paysage où le leadership fédéral vacille, le GREA s'est imposé comme un repère — pour les professionnel-le-s, pour les médias, pour les autorités. Ce rôle n'est pas accessoire: il est structurant pour l'ensemble du domaine.

Car les professionnel-le-s de terrain, elles et eux, travaillent d'arrache-pied. Les mois d'attente pour une consultation ambulatoire se sont banalisés. Les structures résidentielles tournent à pleine capacité — alors qu'elles ne touchent déjà qu'une minorité des personnes qui en auraient besoin. Les besoins en logement restent massifs, et les dispositifs



innovants de type *housing first* et autres logements de transitions sont loin de pouvoir y répondre seuls. Quant aux prestations à bas seuil, elles font face à une pression inédite: précarité économique et migratoire croissante, vulnérabilités psychosociales qui s'accumulent, arrivée de stimulants puissants et facilement accessibles qui transforment en profondeur les profils et les besoins. Certains cantons et collectivités locales, aux premières loges de ces réalités, ont su réagir et renforcer leurs dispositifs — preuve que la volonté politique, là où elle existe, peut faire la différence. Mais c'est dans ce contexte de surchauffe que les coupes fédérales frappent le plus durement — non pas des structures confortables, mais des filets de sécurité déjà tendus à l'extrême.

Et puis il y a le cannabis. 2025 marque une avancée historique: la publication du projet de Loi fédérale sur les produits cannabiques (LPCan), accueillie avec enthousiasme après de longues années de prohibition infructueuse. Le GREA a travaillé d'arrache-pied pour que sa voix compte dans la consultation, pour vulgariser une loi complexe, pour renforcer le consensus autour d'un texte qui, nous en sommes convaincu-e-s, est l'un des meilleurs projets de régulation du cannabis au monde à ce jour. Car réguler, ce n'est pas banaliser: c'est reprendre le contrôle sur des produits qui circulent aujourd'hui sans aucune garantie de qualité ni de traçabilité. C'est aussi, enfin, pouvoir flécher

une partie des revenus générés vers l'accompagnement de celles et ceux qui perdent le contrôle de leur consommation — un financement que la prohibition a toujours refusé au champ des addictions. Le chemin parlementaire sera long et incertain. Ce sera l'une de nos batailles prioritaires des prochaines années.

2025 nous a rappelé que le domaine des addictions ne peut pas se permettre de souffler. Les besoins ne ralentissent pas. Les coupes budgétaires ne sont pas une fatalité — elles sont des choix politiques, et des choix politiques peuvent être combattus. Nous continuerons à les nommer, à les contester, et à construire, avec l'ensemble du réseau romand, les alternatives que mérite notre société.

Camille Robert & Romain Bach



LES PLATEFORMES

PLATEFORMES

Les plateformes du GREA occupent une place importante dans le réseau des addictions en Suisse romande. Elles permettent aux professionnel·le·s d'échanger sur les pratiques de chacun ou de chacune, débattre de thèmes d'actualité ou tout simplement partager les questions et les doutes qui émaillent le quotidien. De ces plateformes naissent des relations professionnelles, des collaborations plus étroites et parfois des projets communs.

Plateforme Adolescent·e·s

Fabrice Rosslet, GREA

En 2025, la Plateforme Adolescent·e·s a poursuivi son rôle de lieu d'échanges, de coordination et d'enrichissement des pratiques entre professionnel·le·s travaillant auprès de jeunes, lors de trois rencontres. Dans un contexte de disponibilité limitée des membres pour assurer la coordination, celle-ci a été reprise par le GREA, afin de garantir la continuité des activités.

Le 27 février, les échanges ont mis en évidence l'importance du réseautage interprofessionnel et identifié des thématiques autour des dynamiques entre jeunes, familles et usages du numérique. Le 5 juin, les discussions ont porté sur le soutien aux jeunes et à leurs proches, avec la présentation des projets Ginkgo et Family 4 the Night, mettant en lumière des enjeux liés à l'intervention précoce et à l'insertion. Enfin, le 25 septembre, la réflexion s'est élargie à la santé mentale et à la prévention tabac-nicotine, avec la présentation des projets Et pis toi ? et TANKOJA, confirmant des tendances comme l'évolution des premières consommations et l'isolement de certain·e·s jeunes.

Dans un contexte en constante évolution, la plateforme constitue ainsi un levier essentiel pour renforcer les collaborations, soutenir l'adaptation des interventions et contribuer à une réponse cohérente et concertée aux besoins des jeunes et de leurs entourages.

Plateforme Alcool

Vanessa Redzepi, Croix-Bleue Romande

La Plateforme Alcool s'est réunie à trois reprises au cours de l'année. Les séances ont été l'occasion de faire le tour des actualités et préoccupations des membres, mais aussi d'échanger sur le relais des actions nationales de prévention en matière d'alcool — Dry January, Semaine des enfants de parents dépendants, Journée Alcool. Dans la mesure du possible, les séances ont été calées sur le calendrier de ces actions nationales, une approche saluée par les membres.

L'une des séances s'est tenue en dehors des murs habituels, à l'invitation d'Addictions Neuchâtel, qui a présenté aux membres de la Plateforme le réseau des addictions du canton ainsi que sa propre structure.

De nouveaux membres ont rejoint la Plateforme cette année. Elle compte aujourd'hui une quinzaine de membres issus de l'ensemble de la Suisse romande, du Valais à Genève, en passant par les cantons de Vaud, Neuchâtel, Fribourg et Jura.

Plateforme Cannabis

Jonathan Chavanne, Addiction Suisse et Maxime Mellina, GREA

La Plateforme Cannabis a poursuivi son travail autour de la future réglementation du cannabis. Réunie à deux reprises, elle a accompagné une année riche : un projet de loi accepté par la Commission de la santé du Conseil national et une consultation publique clôturée le 1^{er} décembre 2025. Les séances ont permis de débattre des enjeux avec les délégué·e·s romand·e·s en matière d'addiction, notamment autour de la préparation des professionnel·le·s dans un système où le cannabis serait régulé. Les projets pilotes romands, proches de la future loi, ont contribué à clarifier de nombreuses questions. En fin d'année, la plateforme a coordonné les prises de position des institutions dans le cadre de la consultation publique, afin de proposer des réponses claires et ancrées dans l'expertise du terrain.

Plateforme Fonctions dirigeantes

Cédric Fazan, Le Relais

L'activité de notre Plateforme a été jalonnée par trois rencontres clés en 2025, visant à soutenir les directions face à des conditions de travail et un contexte socioéconomique exigeant.

Le 16 mai, une journée à Addiction Jura a été dédiée au «selfcare». Dans un secteur où les cadres s'oublient souvent au profit de leur mission, ce temps fort a permis d'aborder la préservation des ressources personnelles.

Le 3 septembre, aux Oliviers, la plateforme a accueilli une sensibilisation juridique. Un avocat spécialisé a précisé les rôles et responsabilités des conseils de fondation et des comités d'association, sécurisant ainsi la gouvernance de nos membres.

Enfin, le 28 novembre au Radeau, nous avons traité de la communication de crise, outil indispensable à la résilience institutionnelle.

Ces échanges ont renforcé la cohésion entre les directions, consolidant notre plateforme comme un espace de soutien stratégique et technique essentiel au domaine des addictions.

Plateforme Genres et sexualités

Florent Jouinot, Aide suisse contre le sida

En 2025, la Plateforme Genres et Sexualités du GREA a poursuivi son rôle de lieu d'échanges interdisciplinaires sur les enjeux intersectionnel entre usages de substances et santé sexuelle en organisant trois rencontres thématiques, réunissant professionnel·x·les de la prévention, de la santé et du social en activité dans les deux domaines.

La première, en mars, accueillant Unisanté, a porté sur les liens entre sexualité et usage de substances chez les jeunes, en croisant données de recherche et vécu, afin de mieux comprendre les pratiques, les risques et les ressources mobilisées.

En juin, une rencontre avec Astrée a permis d'aborder la traite des êtres humains notamment pour le travail sexuel forcé et l'implication de mineur·x·e·s en mettant en lumière les défis d'identification et d'accompagnement.

Enfin, en septembre, la Consultation de Santé Sexuelle de la Fondation PROFA a proposé une mise à jour approfondie sur la santé reproductive: contraception ordinaire et d'urgence; dépistage, interruption et poursuite de grossesse ainsi que l'accompagnement des ambivalences. Ces rencontres ont renforcé les connaissances et compétences des participant·x·e·s et favorisé une approche intégrée, sensible au genre et aux sexualités.

Plateforme Travail Social Hors Mur

Nicolas Roth, Fondation Carrefour AEMO

En 2025, un changement de coordination est intervenu: l'équipe de l'ASAP de La Chaux-de-Fonds a repris ce rôle pour une durée de deux ans.

La PF TSHM Latine s'est réunie à trois reprises, avec des rencontres organisées à Morges, Sion et Ecublens. Ces journées ont permis d'aborder des thématiques variées, directement en prise avec les réalités du terrain. Parmi les sujets traités figuraient notamment les questions de formation des TSHM, les enjeux actuels du travail social hors murs, la création d'un site internet dédié aux TSHM, ainsi qu'une intervention consacrée à la traite des êtres humains.

Chaque rencontre a laissé une large place aux échanges de pratiques. Ces temps de discussion ont permis aux professionnel·le·s de confronter leurs réalités régionales, de partager leurs expériences et de renforcer les dynamiques de collaboration intercantonale.

Par ailleurs, un rapprochement a été initié avec la plateforme suisse alémanique (FAGASS), en vue de créer une plateforme nationale à l'horizon fin 2026 – début 2027. Cette démarche vise à élargir la portée du travail social de rue à l'échelle suisse et à renforcer la mise en réseau des acteur·trice·s du domaine.

Plateforme Jeu

Coralie Zumwald, Centre du jeu excessif, CHUV

Les rencontres de 2025 ont intégré des présentations et discussions sur des thèmes variés: le site « parlons-jeu.ch », le stand de prévention « tous joueurs », les campagnes de sensibilisation menées en Valais, les mesures de curatelle. Elles ont également été l'occasion de discuter les interfaces avec la Plateforme Prisons et de se coordonner pour la présentation de contributions des membres de la Plateforme au symposium international sur le jeu excessif à Caux. Enfin, la Plateforme jeu a écrit à l'Autorité de surveillance des jeux d'argent (Gespa) pour s'enquérir d'une nouvelle modalité d'appareils à paris sportifs observée dans un bar lausannois. Dans sa réponse la Gespa n'a donné aucune information sur les modalités de mise sur le marché de cette nouvelle offre, ni sur les mesures de protection des joueurs prévues.

Plateforme Nightlife

Maeva Barria, Première Ligne & Eva Mercoli, Addiction Neuchâtel

En 2025, la Plateforme Nightlife a poursuivi l'organisation de ses deux rencontres annuelles d'une journée, qui se tiennent tour à tour au sein des institutions membres de la Plateforme.

La première rencontre s'est tenue à Berne, dans les locaux d'Infodrog. À cette occasion, les membres ont pu prendre connaissance des résultats du projet pilote de la campagne « Know Your Choice » menée par Infodrog. Une présentation de l'Aide suisse contre le sida a également permis de mettre en lumière les résultats d'une étude portant sur la consommation de substances au sein de la communauté queer.

La seconde rencontre s'est déroulée dans les locaux d'Addiction Neuchâtel. Les membres ont pu y découvrir les résultats de la première année de la phase pilote du projet de *drug checking* mené par l'équipe de prévention. L'après-midi a été consacré à une présentation de la police neuchâteloise sur les dispositifs d'intervention qu'elle met en œuvre dans des situations de violences en contexte festif.

Lors de ces deux journées, les membres de la Plateforme ont également échangé sur les développements du *drug checking* en Suisse romande ainsi que sur les différentes offres de formation proposées par les institutions partenaires.



Plateforme Prévention

Valérie Wenger Pheulpin, Addiction Neuchâtel

Les 4 séances annuelles de la plateforme prévention ont réunies des participant·e·s des cantons romands. Le label Fiesta a fêté ses 20 ans et sa présentation a pointé l'évolution des mesures de protection de la jeunesse, le déploiement de la prévention par les pairs et le développement de la RdR en milieu festif. Les prises de risque à l'adolescence et notamment au travers des états d'ivresse ont été débattues grâce à deux animations: Adrenaline de Promotion santé Valais et une Echelle de risque dans le temps – auscultations des risques à court, moyen, long terme de Carrefour addictionS. La présentation de la LPCan par le GREA a permis aux membres présents de discuter des enjeux pour le domaine de la prévention et de la protection des mineur·e·s. L'année s'est terminée derrière les écrans... mais pas chacun pour soi! Le GREA qui a présenté le projet pilote Family 4 the Night dont les points forts sont: la cocréation d'un espace-temps ludique, le dialogue jeunes-parents, jouer et échanger, réduire les tensions autour des écrans et la participation.

Plateforme Prison

Georges Gottignies, Le Levant, David Lembrée, Prison de Lonay et Françoise Genillod, FSP-Criminologue

La Plateforme Prisons du GREA a organisé deux rencontres en 2025. La première s'est tenue le 7 avril à l'établissement de détention de Bellechasse (EDFR), avec une visite du milieu ouvert et la présentation d'une étude fribourgeoise sur les problématiques d'addiction en détention, portant notamment sur les consommations de substances et les prescriptions de médicaments à risque addictogène. La seconde rencontre, le 2 juin au Quai 9 de Première Ligne à Genève, a permis de visiter le dispositif de réduction des risques, incluant l'espace dédié au crack, et de découvrir le projet « prison » visant à réduire la précarisation liée à l'incarcération des personnes qui font l'usage de drogues. Les échanges ont porté sur les enjeux d'insertion, la stigmatisation et les obstacles administratifs. Ces activités

en réseau continuent de susciter un vif intérêt auprès des participant·e·s issus des différents champs professionnels, témoignant du succès et de la pertinence de cette plateforme d'échange.

Plateforme Réduction des risques

Thibaut Terrettaz, Le Relais

La plateforme s'est penchée sur l'adaptation des services aux besoins des usager·ères. Les professionnel·le·s ont observé une augmentation de la pratique de l'injection et de la consommation de crack dans plusieurs régions. Les membres ont visité les prestations du Tremplin à Fribourg, dont l'espace de consommation sécurisé (ECS). Un accent a été mis sur l'accueil des femmes, peu nombreuses dans les ECS. Des pistes ont été proposées, comme la création d'espaces réservés ou le développement de la pair-aidance au féminin.

Plusieurs projets d'« aller-vers » ont été présentés. Mis en place à Genève, dans l'arc jurassien et à Lausanne, ils ont pour missions d'aller à la rencontre des personnes consommatrices isolées afin de les rattacher aux structures de soins. La plateforme a aussi abordé l'intégration de la santé sexuelle dans les pratiques de réduction des risques. Enfin, les membres ont signalé des difficultés liées au vieillissement des usager·ères et au manque de solutions de logement adaptées.

Plateforme Handicaps et addictions

Dominique Frassati, Cabinet Indépendant

En 2025, la Plateforme Handicaps et Addictions a tenu 4 séances. Celles-ci ont d'abord permis de finaliser la réflexion sur les orientations futures de la Plateforme, aboutissant notamment à la validation d'un projet de journée ouverte à l'ensemble du réseau romand en 2026. Le groupe de pilotage constitué à cet effet s'est réuni à trois reprises.

Plusieurs thématiques ont été abordées au fil des séances. La diversité des produits tabagiques et leur toxicité — souvent banalisées en institution — ont ouvert un débat sur

l'importance de mieux informer les professionnel-le-s pour optimiser l'accompagnement des personnes en situation de handicap. La question des interactions entre consommations et médicaments a également été traitée : une présentation croisant les angles addictologique et pharmacologique a permis d'échanger sur les risques encourus et sur la nécessité d'un travail interprofessionnel fondé sur des modèles de référence partagés entre les champs du handicap et des addictions.

La Plateforme a par ailleurs eu le plaisir d'accueillir de nouveaux membres. Elle reste toutefois à la recherche d'un-e professionnel-le du champ des addictions pour coordonner ses activités.

Plateforme Santé

Carine Maillard, Fondation de Nant

En 2025, la PF Santé a poursuivi son engagement autour des compétences infirmières en addictologie et de leur transmission. La présentation de la synthèse de la journée de réflexion de 2024 a donné naissance à un texte intitulé « Compétences essentielles en soins infirmiers dans le champ de l'addictologie », ouvrant des pistes concrètes sur la place de ces savoirs dans les cursus de formation. Un groupe de travail s'est constitué afin d'approfondir cette réflexion et d'élaborer un outil de recommandations.

La séance extramuros nous a conduit à Nyon, à la découverte d'Entrée de secours, que nous remercions chaleureusement pour son accueil. Nous avons également rencontré l'association Pair Addicto, active dans le soutien par les pairs aidants. Présentation, partage d'expériences et réflexion collective – notamment sur l'intégration de la paire aidance dans nos pratiques – ont nourri des échanges riches et inspirants. Enfin, les temps d'échanges autour de situations cliniques ont continué de renforcer le lien entre terrain et réflexion.





LES FORMATIONS

LES FORMATIONS

Le GREA est un acteur majeur des formations dans le domaine des addictions depuis plus de vingt ans. Il s'engage chaque année à offrir des programmes de qualité, en adéquation avec les besoins des professionnel·le·s de terrain et en partenariat avec la Confédération, les cantons et les institutions romandes. Ces formations ont pour but de renforcer les compétences des professionnel·le·s engagé·e·s dans ce domaine crucial. Nos formations, axées sur la pratique et favorisant l'interdisciplinarité, sont reconnues pour leur excellence et sont certifiées EduQua.

L'année 2025 a été marquée par d'importantes restrictions budgétaires au niveau fédéral — notamment une réduction d'environ un quart du budget de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) consacré aux maladies non transmissibles et aux addictions — le pôle formation du GREA a été confronté à des contraintes inédites, ayant pour conséquence l'annulation de certaines formations plus suffisamment financées. Ces éléments mettent en évidence les tensions croissantes auxquelles le secteur est soumis, dans un contexte où les besoins en matière de formation apparaissent pourtant en augmentation.

Malgré ce contexte d'austérité, le pôle formation a poursuivi le développement de son offre, amorcée depuis 2022 en diversifiant et en actualisant régulièrement ses formations pour répondre aux réalités du terrain. Plusieurs d'entre elles ont aussi été révisés en profondeur, en particulier la formation de base en addiction ainsi que celle dédiée à la réduction des risques.

Enfin, une convention de collaboration a été conclue avec l'association Itinéraires, en vue de développer une offre de formation accessible dans les cantons du Jura et de Neuchâtel, jusqu'alors moins couverts. Ce partenariat s'inscrit dans la volonté du GREA de renforcer l'accessibilité et la proximité des formations, en adéquation avec les besoins identifiés sur les territoires.

La formation GREA en chiffres

- Nombre d'étudiant·e·s au GREA en 2025: **167**
- **31** jours de formations
- **17** formations sur mesure sur 35 journées dans les institutions publiques

Formations GREA 2025

Printemps 2025

- Mes choix (alcool et cannabis) – Fabienne Grondin et Thierry Favrod-Coune
- Formation en réduction des risques – Benjamin Ravinet, Anne François, Sébastien Roaux, Aurore Lugon-Moulin, Olivier Dousse, Florentin Joris, Vincent Artison, Tiphaine Robet
- Entretien motivationnel – Pascal Gache
- Formation de base – Gabriel Thorens, Matthieu Weissbrodt, Wicky Waeber Sonia Bouhlala, Pascale Ferrari, Tania Zambrano Ovalle, Jennifer Hasselgard-Rowe, Cédric Fazan, Hervé Kuendig, Maxime Mellina, Célestine Perissinotto et Fabrice Rosselet
- Tabac et réduction des risques – Mélanie Tschanz, Valentine Ballmer
- Cannabis: où en sommes-nous? comment en parler – Maxime Mellina, Daniele Zullino, Catherine Dorthe

Automne 2025

- Parentalité et addictions – Vanessa Redzepi, Victor Leroy
- Prévention dans les foyers éducatifs – Catherine Dorthe, Antoine Bays
- Prise en charge des situations d'overdoses et gestes de premiers secours – Jacqueline Reverdin
- Addictions et rétablissement: connaître et pratiquer la thérapie ACT – Stephan Rothen, Jean-Marie Coste
- Formation au travail de rue en réduction des risques – Tiphaine Robet, Antonio Rotondo
- Formation de base – Gabriel Thorens, Matthieu Weissbrodt, Wicky Waeber Sonia Bouhlala, Pascale Ferrari, Tania Zambrano Ovalle, Jennifer Hasselgard-Rowe, Hervé Kuendig, Maxime Mellina, Célestine Perissinotto et Fabrice Rosselet, Florence Scherrer, Cédric Fazan

- Formation en addictions pour le personnel administratif et technique – Vincent Artison, Jean Clot
- Pauvreté, précarité et accès aux droits dans l'accompagnement des usager·ère·s de substances – Alain Meylan, Anne-Claire Brand, Hélène Revil

Interventions dans des cursus de formation

Le GREA est régulièrement invité à intervenir dans d'autres lieux de formation. Ces cours donnés par nos collaboratrices et collaborateurs permettent de transmettre les connaissances et les valeurs de notre association auprès des étudiant·e·s, futur·e·s professionnel·le·s des addictions, ainsi qu'auprès des professionnel·le·s du domaine addictions en formation continue.

Lieux de formation où le GREA est intervenu :

- École supérieure ARPIH, « Formation addictions »
- École ESSIL : « Prévention et Intervention précoce »
- Qualife : « Prévention alcool »
- Programme MAP HES-GE, « Addictions, intervention sociale et prévention : entre politiques et réalités, quels espaces de réinsertion, quels accompagnements, quels partenariats, quels projets et comment agir ? »
- CAS santé communautaire HES-GE : « IP et prévention »
- CAS interprofessionnel en addictions de la FORDD
- ES Travail social : « Notions de base en addictions »

Formations sur mesure

Depuis plusieurs années, le GREA développe des formations sur mesure afin de répondre aux besoins spécifiques des institutions. Cette offre suscite un intérêt croissant et dépasse désormais largement le réseau historique de l'organisation. Les collaborations se renforcent et se poursuivent d'année en année. Ainsi, le GREA a à nouveau dispensé des formations au Service social de la Ville de Lausanne, aux Établissements hospitaliers du Nord vaudois ainsi qu'à l'association professionnelle ARPIH.

**PRINTEMPS
2025**



FORMATIONS ADDICTIONS

GREA www.grea.ch
024 426 34 34
GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

**JEUX VIDÉO: SITUATION PROBLÉMATIQUE
OU ADDICTION ?** **30 janvier**

MES CHOIX (ALCOOL ET CANNABIS) **17 mars**

FORMATION EN RÉDUCTION DES RISQUES **28 mars et 4 avril**

ENTRETIEN MOTIVATIONNEL **28, 29 avril
et 3, 4 juin**

FORMATION DE BASE **9, 16, 23 mai et 6,
13 juin**

TABAC ET RÉDUCTION DES RISQUES **22 mai**

**CANNABIS : OÙ EN SOMMES-NOUS ?
COMMENT EN PARLER ?** **12 juin**

**PRÉVENTION DE LA RECHUTE BASÉE SUR
LA PLEINE CONSCIENCE (MBRP) I ET II** **25 au 28 juin**

De nouvelles demandes ont également émergé. La SISF, qui regroupe plusieurs EPSM, a mandaté le GREA pour deux formations sur mesure en lien avec les addictions, tout comme le groupe Altage, actif dans la gestion d'établissements médico-sociaux. La Ville de Payerne a par ailleurs sollicité le GREA afin de former des intervenant-e-s amené-e-s à travailler dans l'espace public. L'organisation ORS, active dans le domaine de la migration, a quant à elle bénéficié de deux journées de formation.

Le secteur privé manifeste également un intérêt croissant pour ces thématiques. Plusieurs entreprises romandes ont souhaité sensibiliser leurs équipes aux questions des consommations dans le cadre du travail. Enfin, la phase pilote de la formation sur mesure destinée aux EPI s'est révélée concluante et ouvre des perspectives prometteuses pour la suite.

Recovery College Addictions

Le projet du Recovery College Addictions consiste en une offre de formations courtes données par un binôme composé d'un-e professionnel-le des addictions et d'un-e pair-e et destinée à un public mixte, soit aussi bien de personnes concernées par les addictions que de professionnel-le-s ou d'autres personnes intéressées. Durant l'année 2025, des formations ont été mises en place au GREA et dans des institutions hôtes: « Jusqu'ici tout va bien » (janvier), « Atelier d'expression créative » (avril), « Je ne te reconnais plus quand tu as bu » (avril et novembre), « Vous avez dit rétablissement ? » (mai et septembre), « J'ai craqué et après ? » (mai), « Trauma: comment vivre comme après ? » (septembre) et « Mieux vivre avec l'addiction » (décembre). Les évaluations de ces formations ont été excellentes.

L'année 2025 a également été marquée par la mise en place d'une nouvelle formation destinée aux futur-e-s formateurs et formatrices, portant sur le rétablissement, le concept de collège de rétablissement et l'enseignement en binôme. Cette initiative vise à assurer la continuité du projet et à enrichir l'équipe avec d'autres profils.

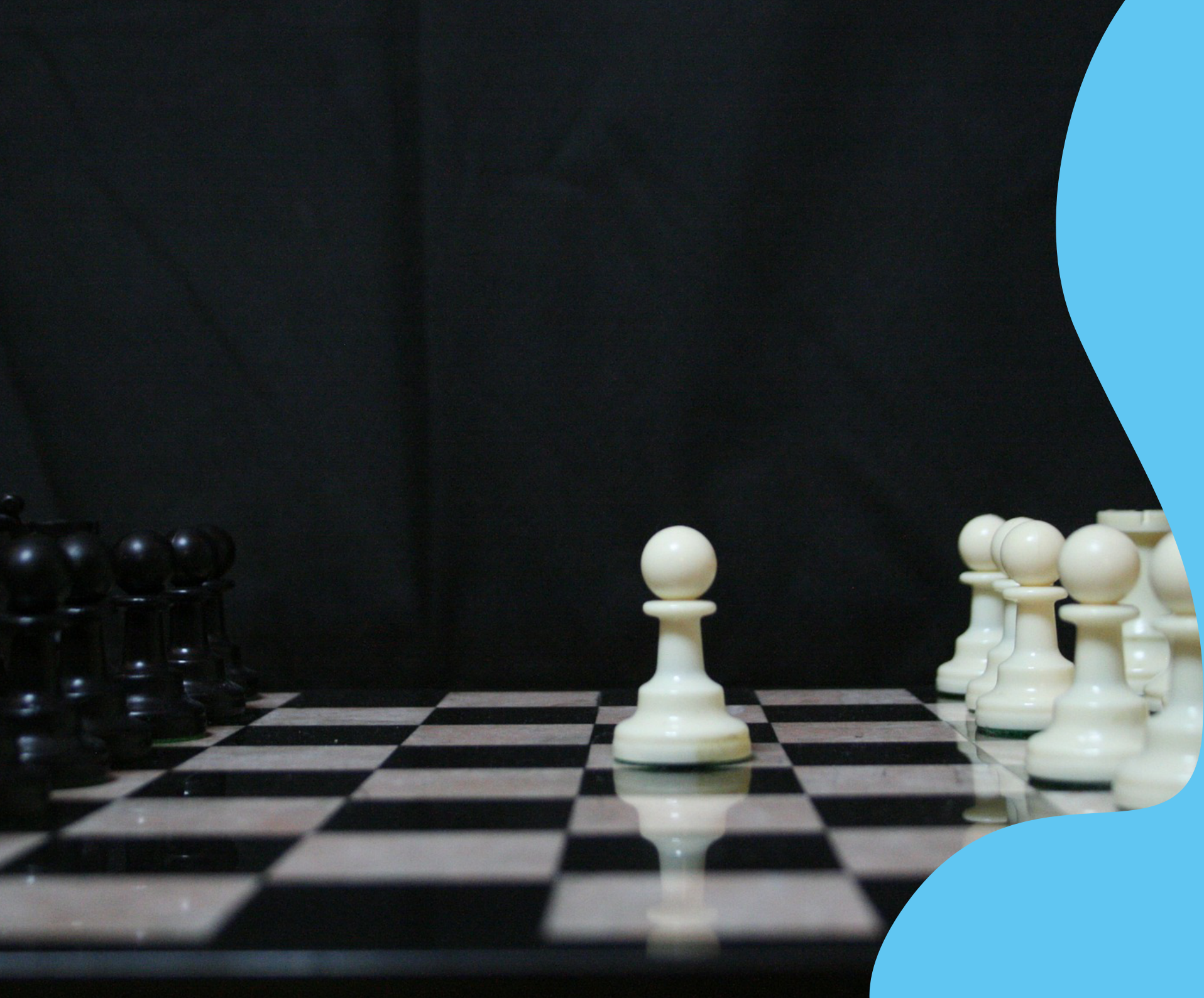
Un nouveau concept a vu le jour dans la veine du Recovery College: le « Comptoir des droits », développé en collaboration avec la Law Clinic de la Faculté de droit de l'Université de Genève. Partant du constat que certains publics, notamment les personnes vivant en situation d'addiction et de précarité, ne fréquentent pas forcément les formations classiques du Recovery College, ce dispositif propose des séances de conseil données par des juristes et une personne concernée sous forme de stand d'information. Le projet a été mené en partenariat avec le Quai 9 de l'association Première ligne à Genève, et trois sessions ont eu lieu en 2025. Les premiers résultats montrent que cela répond à certains besoins.

Au terme de chaque semestre, deux réunions d'intervision et de bilan ont réuni l'ensemble des formateurs et formatrices, permettant les échanges de pratiques et le renforcement de la dynamique d'équipe.



Le comptoir des droits en juin à Genève





RECHERCHE

RECHERCHE

Le GREA dispose d'un pôle de recherche dans le domaine des addictions. Initiés parfois par le GREA, sur mandat d'organisations partenaires, des cantons ou de la Confédération, les projets de recherches du GREA visent notamment à faire remonter et expliquer les constats du terrain, rendre compte des problématiques actuelles au sein de la société civile et auprès des parties prenantes de la santé publique, ainsi que de permettre d'améliorer les connaissances et les compétences du réseau professionnel.

Bonnes pratiques en matière de collaboration entre les domaines de la justice et des addictions en Suisse: état des lieux

Dans le cadre du projet «Renforcement de la collaboration interprofessionnelle domaines de la justice et des addictions» soutenu par la Fondation latine – Projets pilotes Addictions (FL2PA), par les cantons de Vaud et de Genève, ainsi que par l'OFSP, le GREA a réalisé une recherche documentaire sur les bonnes pratiques en matière de collaboration entre le champ de la justice et celui des addictions en Suisse. Les premiers résultats de cette recherche ont été synthétisés dans un document préliminaire de travail qui a servi de base pour définir les contenus des rencontres interprofessionnelles organisées en 2024, l'un des autres volets du projet. Le rapport définitif sur les bonnes pratiques de collaboration a été remis à la FL2PA au terme du projet. Ce rapport est disponible sur le site du GREA. Ces travaux ont en outre fait l'objet d'une communication scientifique dans le cadre la *Swiss Public Health Conference* qui s'est tenue à Lugano en septembre 2025.

Trajectoires de paris sportifs

Initiée avec le soutien du Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ), cette étude débutée fin 2024 vise à approfondir la question des parcours de jeu, avec un focus particulier sur la pratique de paris sportifs.

Elle vise à documenter, dans une perspective sociologique et dans le contexte romand, la question des pratiques de jeu de paris sportifs et de l'influence de facteurs individuels (y incl. facteurs socio-économiques/conditions de vie, événements de vie, motivations, etc.) ou externes (y incl. structurels) sur l'évolution de ces pratiques à travers le temps. S'appuyant sur une analyse documentaire initiale (menée au cours du dernier trimestre 2024; sur la base de laquelle la grille d'entretien pour la conduite des entretiens semi-directif a été développée), 18 entretiens semi-directifs ont été menés en 2025. Un important travail de codage du corpus de données a ensuite été fourni, ayant permis de lancer les analyses préliminaires fin 2025. La démarche prévoit une étude de parcours de jeu et d'itinéraires biographiques au travers, d'une part, d'une analyse qualitative transversale (corpus initial) et, d'autre part, dans une perspective itérative, d'un travail de consolidation/validation dans le cadre d'approfondissement avec certains participants, sur la base des résultats des analyses initiales en cours.

CIPPAL – Marketing Suisse

Collaboration internationale initiée par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT), le projet CIPPAL-Marketing (pour Volet marketing digital et audiovisuel en faveur de l'alcool du Projet de Comparaison internationale des politiques publiques de contrôle de l'accès, de la vente et du marketing des alcools) est mené en Suisse par le GREA. Conduit dans cinq autres pays d'Europe (France, Italie, Finlande, Irlande et Lituanie), l'objectif de ce projet est de documenter et d'étayer en quoi l'exposition des jeunes aux diverses techniques de marketing en faveur de l'alcool dans les médias audiovisuels, sur les réseaux sociaux et sur Internet diffère selon le cadre national de restriction de ce type de marketing (réglementaire versus autorégulé). Le projet

se décline dans les différents pays participants au travers d'une méthodologie mixte uniformisée, articulée autour de trois approches spécifiques: (1) une analyse documentaire, (2) des entretiens semi-directifs approfondis (i.e. analyse qualitative) et (3) une enquête en ligne par questionnaire (i.e. analyse quantitative). L'année 2025 a été rythmée, d'une part, par l'analyse des données quantitatives et qualitatives et la production d'une monographie "nationale" qui devrait être publiée courant 2026 et, d'autre part, par la publication d'une [Note comparative de l'OFDT](#) analysant les cadres juridiques régissant le marketing audiovisuel et numérique de l'alcool dans six pays concernés. Le projet se poursuivra en 2026 avec pour objectif la publication d'articles scientifiques par les différentes équipes de recherche engagées dans le projet. Ce projet est financé par les Fonds – français – de lutte contre les addictions (FLCA).

Dépénalisation de la consommation de stupéfiants

Mandaté par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à la suite du postulat 17.4076 Rechsteiner Paul, ce projet examine la faisabilité de différents modèles de dépénalisation de la consommation de stupéfiants en Suisse. Il vise à analyser les limites du cadre pénal actuel, notamment les incohérences perçues entre actes préparatoires non punis et consommation sanctionnée, ainsi qu'à évaluer les conditions et implications opérationnelles de modèles alternatifs, en tenant compte des réalités institutionnelles, sociales et sanitaires suisses. Le projet s'appuie sur une démarche interdisciplinaire et une logique de triangulation méthodologique, combinant questionnaires, entretiens semi-directifs, table ronde et ateliers de réflexion réunissant des expert·e·s des domaines du droit, de la santé, du travail social et de la sécurité. Ces travaux permettent de documenter les pratiques actuelles, d'analyser les alternatives existantes à la punition et de recueillir les perspectives des principaux acteurs institutionnels concernés. Menée en partenariat avec la Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (ZHAW), l'étude a débuté en août 2025 et s'est prolongée jusqu'en janvier 2026. Elle a donné lieu à un rapport

d'analyse destiné à l'OFSP, visant à alimenter la réflexion politique et institutionnelle sur l'évolution du cadre légal en matière de consommation de stupéfiants en Suisse. Le rapport final sera publié et mis à disposition du public à la fin de l'année 2026.

eGambling 2026

Le projet eGambling, mené en collaboration avec Addiction Suisse, s'inscrit dans la continuité des vagues précédentes (2018/2019 et 2021/2022) du projet, alors appelé eGames. Le volet qualitatif du projet, développé par le GREA, cherche à approfondir la compréhension des parcours individuels de jeu et de l'influence réciproque entre pratiques intensives de jeux de hasard et d'argent (JHA) et de gaming. Cette composante s'appuiera sur une série de vingt entretiens semi-directifs approfondis d'environ une



heure avec des adultes joueurs ou ex-joueurs. L'approche méthodologique privilégie l'exploration détaillée des trajectoires de jeu depuis l'initiation, en documentant l'évolution des pratiques au fil du temps et les dynamiques d'entrelacement entre JHA et gaming intensif. Les demandes de financement aux fonds supra-cantonaux ont été finalisées au premier trimestre 2025. Une revue approfondie de la littérature scientifique a quant à elle été menée au dernier trimestre, en vue de la finalisation du protocole d'enquête et de la grille d'entretien.

Analyse du discours sur le jeu responsable

Ce projet, mené en collaboration avec Guillaume Stern, doctorant à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne (Section des sciences du langage et de l'information), propose une analyse critique des discours de « jeu responsable » diffusés par les opérateurs de jeux de hasard et d'argent en Suisse. Il repose sur un croisement de regards entre le champ des addictions et de la linguistique et s'appuie sur une analyse discursive de ces messages afin d'examiner la perméabilité entre prévention et promotion du jeu. Les résultats mettent en évidence que ces communications mobilisent des stratégies rhétoriques et argumentatives proches de celles de la publicité, contribuant à présenter le jeu responsable comme une pratique valorisée. Cette hybridation entre discours préventif et promotionnel soulève des interrogations quant à la capacité des dispositifs actuels de jeu responsable à remplir pleinement leur fonction de réduction des risques. Les résultats de cette recherche ont fait l'objet d'une [publication scientifique](#) dans la revue pluridisciplinaire et internationale *Déviance et société*, parue en 2026.



PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

PRÉVENTION ET RÉDUCTION DES RISQUES

Le GREA met ses compétences au service de projets dans le domaine de la prévention, de l'intervention précoce ou encore de l'orientation. Parfois, les projets de prévention proviennent de réflexions internes au comité ou aux plateformes et sont impulsés par notre secrétariat; d'autres fois, les projets s'ancrent dans des collaborations romandes ou nationales, en partenariat avec d'autres organisations et sont soutenus par la Confédération.

Dry January

La campagne de prévention « Dry January » (janvier sans alcool) offre à chacun·e l'occasion de questionner sa relation à l'alcool. En 2025, le focus a porté sur la restauration. Plusieurs événements ont rythmé le mois, la soirée de lancement dont les « Sober Nights, better vibes » organisées chaque jeudi dans différentes villes suisses. En Suisse romande, la visite de la brasserie La Nébuleuse à Renens a permis de découvrir la fabrication de bière sans alcool. À Bienne, une soirée littéraire et dansante a mis en lumière des textes sur l'alcool.

Cette 5e édition a bénéficié d'une forte visibilité: 581 articles de presse (131 millions de contacts). Sur Instagram, la communauté a dépassé 4 180 abonné·e·s et le site a enregistré 23 029 visites début janvier. La demande progresse: + 25 % de cocktails sans alcool selon le Lausanne Cocktail Club. Plus de 70 partenaires ont soutenu l'initiative. Ce bilan encourageant a donné de l'énergie aux organisations Croix-Bleue Suisse, GREA, Fachverband Sucht et Addiction Suisse de préparer le focus 2026: l'entreprise. Le Dry January sera proposé au travail grâce au défi « Workplace Challenge » afin d'encourager le dialogue sans stigmatisation entre collègues et directions.

Journée alcool

Le 22 mai 2025, le GREA, Addiction Suisse, la Croix-Bleue Suisse, le Fachverband Sucht et Ticino Addiction ont organisé la Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool sous le slogan « Soutenir au lieu de juger ». Cette édition a mis en lumière le rapport ambivalent de notre société à l'alcool: normalisé dans les contextes festifs et sociaux, mais fortement stigmatisé dès qu'il devient problématique. À travers des actions menées dans toute la Suisse, les organisations partenaires ont invité la population et les professionnel·le·s à porter ce débat dans l'espace public, à déconstruire les idées reçues et à adopter une posture de soutien plutôt que de jugement envers les personnes concernées et leurs proches. En Suisse romande, 12 actions ont été organisées par 9 institutions dans les cantons de Vaud, Neuchâtel, Genève et Jura. Une action a été déployée au Tessin. Des outils de sensibilisation — brochures, cartes quiz, affiches et supports numériques — ont été diffusés à cette occasion.



Happy Hours

Le projet Happy Hours, porté par le GREA et financé par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), visait à renforcer le rôle des médecins généralistes dans la prévention des consommations d'alcool, en particulier durant la période de début d'année lorsque les campagnes invitant à une pause sont mises sur pied. Organisé le 16 octobre 2025 sous forme de webinaire international, il a réuni environ 70 participant-e-s de Suisse, France, Belgique et Luxembourg. Les interventions ont mis l'accent sur le repérage précoce, l'entretien motivationnel et la promotion d'une pause alcool menée dans le cadre du Dry January (CH, FR, LU) ou de la Tournée Minérale (BE) comme levier non stigmatisant. Les retours montrent un fort impact : 94% des répondant-e-s estiment avoir acquis des compétences utiles et 83 % se sentent plus à l'aise pour aborder l'alcool en consultation.

Seniors et addictions

Dans un contexte de vieillissement de la population et d'invisibilité des consommations chez les personnes âgées, le GREA a développé le projet Senior-e-s & Addiction(s), sous mandat de l'Office fédéral de la santé publique, de la Fondation Leenaards et de la CRIAD. Depuis 2025, ce projet vise à renforcer l'interface entre le vieillissement et le domaine des addictions, à partir des réalités de terrain.

Le projet se déploie en deux phases complémentaires : une demi-journée d'échanges interprofessionnels en 2026, suivie du développement d'une formation pilote en 2027. Cette démarche vise à répondre aux besoins du terrain dans les EMS et les soins à domicile, en améliorant le repérage et la prise en compte des consommations, tout en renforçant les échanges entre les champs du vieillissement et des addictions.

Il vise également à dépasser des représentations marquées par l'âgisme, qui tend à invisibiliser ou à simplifier les situations et à produire des formes de discrimination. Dans cette perspective, il prend en compte le rôle des rapports

sociaux et des déterminants structurels, afin d'en identifier les implications pour les pratiques professionnelles et les institutions. L'objectif est de mieux appréhender les trajectoires de vie et de renforcer l'autodétermination des personnes concernées.

Portail en ligne Station A

Station A est le portail de Suisse romande qui centralise des informations fiables sur les addictions à destination des personnes concernées, de leurs proches, des professionnel-le-s, des autorités et du grand public. Ce projet est soutenu par la CRIAD et l'OFAS.

En 2025, le projet a poursuivi deux axes de développement importants. Premièrement, il renforce l'accessibilité des contenus. Le portail intègre un module permettant d'adapter la navigation aux besoins des utilisateurs et utilisatrices (taille du texte, contrastes, lecture simplifiée, mode dyslexie, etc.). L'objectif est de garantir un accès effectif à l'information, quels que soient les profils, les capacités ou les situations, et d'éviter que des barrières techniques ne deviennent des obstacles à l'accès aux droits.

Deuxièmement, Station A améliore l'accès à des informations juridiques, en collaborant avec la Law Clinic de l'Université de Genève, qui travaille sur des problématiques concrètes. Ce partenariat permet de renforcer les foires aux questions (FAQ) sur les aspects juridiques liés aux addictions, en apportant des informations vulgarisées et directement utiles pour les personnes concernées.

Ces développements s'inscrivent dans une logique de renforcement du pouvoir d'agir. Il s'agit de proposer un outil accessible, fiable et directement mobilisable non seulement pour les professionnel-le-s, mais aussi pour un public large.

Outils Stop Alcool, Stop Cannabis et Stop Jeu

Depuis 2006, l'Université de Genève et l'équipe du Professeur Etter ont développé les plateformes Stop Alcool et Stop Cannabis, désormais gérées par le GREA. Lancés en 2008, ces outils gratuits ont démontré leur efficacité et demeurent des références en prévention des addictions. En 2021, le GREA a assuré leur continuité avec l'appui du Consortium romand Aide en Ligne - Addictions (CALA).

Face à l'essor du jeu en ligne en Suisse, le GREA a initié en 2022 le projet Stop Jeu pour étendre la prévention aux addictions comportementales. Depuis la loi fédérale sur les jeux d'argent (2019), les comportements à risque se sont multipliés, accentués par la frontière floue entre jeux vidéo et jeux d'argent. Grâce au soutien du PILDJ et de la CRIAD, le site stop-jeu.ch est en ligne depuis le printemps 2025, avec une application mobile prévue pour 2026. Le site a bénéficié, durant l'année, de mises à jour continues, avec de nouvelles pages de contenus et le développement d'un journal de pratique permettant de suivre ses habitudes de jeu.

Parallèlement, les sites Stop Alcool et Stop Cannabis sont en train d'être mis à jour (tant au niveau de leurs contenus, que de leur identité visuelle, alignée sur Stop Jeu) pour une mise en ligne courant 2026, assurant une cohérence d'ensemble des outils de prévention. A noter que ces outils s'appellent dorénavant « Parlons », pour Parlons Jeu par ex.

Utilisation problématique des écrans: Groupe d'expert·e·s « cyberaddiction »

2025 a été une phase de transition pour le Groupe national d'expert·es sur l'utilisation problématique ou à risque des écrans. Le financement lié au contrat de prestations s'est considérablement réduit, en même temps que l'OFSP a transmis le mandat à Infodrog. Le GREA et le Fachverband Sucht ont aussi décidé d'élargir le groupe pour y intégrer des compétences transsectorielles. Ainsi, une seule réunion s'est organisée, le 28 octobre 2025 à Berne, sous la codirection du GREA et de Fachverband Sucht. Une



vingtaine d'expert·es issu·es des domaines de l'addiction, de la recherche, de l'éducation, du numérique et du juridique a abordé la question centrale: faut-il interdire les réseaux sociaux aux moins de 16 ans?

Les échanges ont permis d'inventorier les principaux arguments pour et contre une telle mesure, en tenant compte des évolutions législatives cantonales et fédérales, ainsi que des dynamiques européennes. La majorité des participant·es s'est montrée critique face à une interdiction générale, lui préférant une approche globale combinant prévention, réglementation et promotion des compétences médiatiques, avec une responsabilité partagée entre les différents acteurs. Au premier semestre 2026, un groupe de travail restreint élaborera un document de position de 2 pages, destiné à une consultation élargie et à une validation prévue en fin d'année.

Family 4 the Night

Le projet Family 4 the Night (F4N) est né en 2024 grâce à un financement de l'« Innovation Booster Co-Designing Human Services ». Mené en collaboration avec OrganiCité, il a franchi une étape décisive en 2025 avec l'obtention d'un financement de la Politique de l'enfance et de la jeunesse (PEJ) du canton de Vaud. Cette reconnaissance institutionnelle valide l'approche développée dans le cadre

du projet pilote et ouvre la voie à un déploiement structuré et formalisé du dispositif.

Au premier semestre 2025, dans le cadre de l'Innobooster, une soirée pilote intergénérationnelle parents-jeunes à Vevey, en partenariat avec Gingko, la Villa Métisse et la Ville de Vevey, a été organisée. Cet événement a réuni une cinquantaine de personnes, personnes encadrantes comprises, autour des usages numériques dans une atmosphère festive et non moralisatrice. Des jeunes de 12 à 16 ans ont tenu le rôle de facilitateur-rices, animant des activités ludiques — tournoi Mario Kart, quiz géant, buffet TikTok — et guidant des discussions familiales grâce à des outils participatifs éprouvés. La soirée a permis d'affiner la méthodologie et de poser les bases d'un guide répliquable dès 2026.

RIL - Intervention précoce

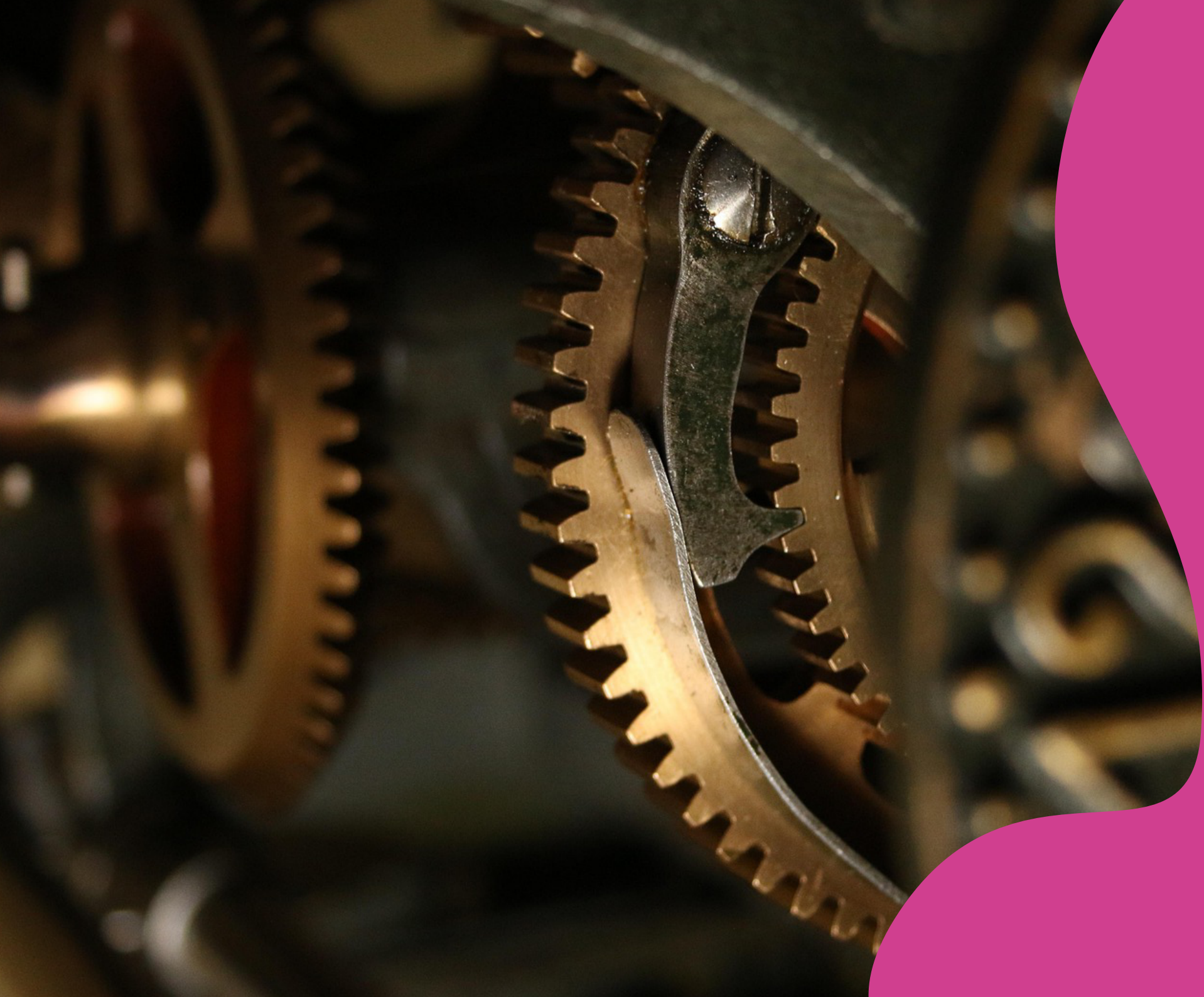
Le GREA a organisé la Rencontre intercantonale latine (RIL) le 1er avril à l'Hôtel Continental à Lausanne. Le thème portait sur « L'intervention précoce: repérer et intervenir dans les situations de vulnérabilité ». Elle a réuni 69 personnes (56 participant-es et 13 intervenant-es et le staff du GREA). La demi-journée combinait plénum et ateliers thématiques (santé psychique, « aller vers », politiques publiques, seniors), favorisant les échanges de pratiques. L'évaluation montre un taux de satisfaction élevé (92 % d'avis favorables). Les participant-es ont particulièrement apprécié la qualité des interventions, l'équilibre entre théorie et pratique et les opportunités de réseautage. Des pistes d'amélioration émergent, notamment davantage de cas concrets et de temps en petits groupes. La RIL confirme ainsi son rôle de plateforme opérationnelle d'échange en Suisse latine. Dès 2026, elle sera toutefois organisée de manière biennale en Suisse romande, en alternance avec la Suisse alémanique. En raison de restrictions budgétaires, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a en effet décidé de financer une seule RIL par année.

« Au-delà des rôles, redonner un souffle »

En 2025, le GREA a développé le projet « Au-delà des rôles, redonner souffle aux relations » dans le cadre du programme *Innovation Booster Co-Designing Human Services* d'Innosuisse. Co-construit avec des personnes concernées par les problématiques d'addiction, ce projet vise à combler un manque identifié dans l'offre actuelle. En effet, si plusieurs dispositifs existent pour les personnes ayant ou ayant eu une problématique de consommation (programmes de rétablissement, suivis médicaux, groupes de parole), l'offre destinée aux proches demeure relativement restreinte et sans véritable articulation avec les parcours des personnes concernées. Les solutions actuelles offrent rarement des espaces de rencontre non médicalisés où personnes concernées et proches peuvent échanger en dehors des rôles figés (« personne en situation d'addiction »/« proche qui soutient »).

Le projet propose ainsi de sortir des murs des institutions pour favoriser les échanges, les conversations et les partages dans un cadre différent. Le dispositif développé consiste en un agenda d'activités variées (culturelles, sportives, artistiques) où chacun peut venir librement, sans obligation de participation conjointe. L'objectif est de permettre aux participant-e-s de se rencontrer autrement et de reconstruire des liens dans un cadre sécurisant et non institutionnel.

Une phase exploratoire puis une phase de test ont été réalisées en 2025. Soutenu par Innosuisse, le projet entre désormais dans une phase de recherche de financement pérenne pour consolider et étendre le dispositif.



COORDINATION

COORDINATION

Le GREA est l'association romande citoyenne de référence sur les addictions. À ce titre, nous formons un réseau de professionnel·le·s, de personnes concernées et intéressées par les addictions sur le territoire romand, toutes et tous attaché·e·s à un socle de valeurs communes. Une part importante de nos activités consiste donc à créer et entretenir des réseaux, coordonner des espaces d'échanges, construire des ponts avec des personnes, des organisations de thématiques connexes ou actives dans d'autres pays. Ces échanges nourrissent nos réflexions, font parfois émerger de nouveaux projets, élargissent notre champ de vision et permettent de faire progresser nos valeurs de vivre-ensemble et de droits humains. Cet ancrage romand et notre large réseau convainc également les institutions et les cantons de nous confier des mandats de coordination intercantonaux, tels que la CRIAD, la FORDD ou le PILDJ.

Projet Collaboration hospitalière

Financé par Promotion santé suisse (PSCH), coordonné par le GREA et porté par un consortium réunissant Addiction Suisse, le Fachverband Sucht, Ticino Addiction et la SSAM, ce projet d'une durée de quatre ans (2023-26) vise à améliorer la collaboration interprofessionnelle et transdisciplinaire entre le réseau des addictions et le monde hospitalier. Ses objectifs principaux sont les suivants:

1. Inventorier et mettre en évidence les projets de collaborations existants ou ayant été réalisé par le passé;
2. Tester au travers la mise en œuvre de trois projets pilotes de nouvelles modalités de collaboration (autour de la liaison, de la pair-aidance et du travail social);
3. Produire – avec les acteurs intéressés – des outils destinés à faciliter le développement de nouvelles collaborations;
4. Créer et pérenniser une communauté d'intérêts pour une meilleure collaboration entre hôpitaux et spécialistes des addictions.

A terme, il entend créer une communauté d'intérêt pour une meilleure collaboration entre hôpitaux et spécialistes des addictions qui améliorera le parcours de santé des personnes en situation d'addiction.

Projet «Travail Social»

Le projet «Renforcer le domaine social dans le champ des addictions en Suisse romande», piloté par le GREA et principalement soutenu par les cantons de Vaud et de Genève, s'inscrit dans la suite de l'étude suisse alémanique conduite par la Haute Ecole de Travail Social du Nord-Ouest de la Suisse et intitulée *Soziale Arbeit in der Suchthilfe und Suchtprävention*.

Ses objectifs principaux sont les suivants:

1. Mettre en réseau des acteurs/trices du domaine social en Suisse romande
2. Renforcer la compréhension et la connaissance du rôle du travail social dans le domaine des addictions dans le but de renforcer l'égalité dans l'interprofessionnalité
3. Clarifier l'articulation des politiques sociales et de santé en matière d'addiction ainsi que la collaboration interprofessionnelle
4. Influencer les politiques publiques en intégrant le point de vue du travail social dans les addictions

Huit entretiens avec des directeurs/trices d'institutions ainsi que trois ateliers interprofessionnels d'une douzaine de participant·e·s chacun a permis de réunir les données qui ont alimenté les réflexions et l'analyse du GREA.

Le projet a été présenté à plusieurs reprises durant l'année, notamment aux plateformes du GREA, à la Commission faïtière de la CRIAD, à la Commission Tripartite romande, à la Commission Formation du GREA et au Recovery College. Les résultats accompagnés de recommandations seront publiés au printemps 2026.

Conférence sur la problématique des addictions chez les personnes en situation de handicap mental

L'inclusion des personnes en situation de handicap dans la société implique également de reconnaître leur droit à accéder aux mêmes services de prévention, de réduction des risques et de soins que l'ensemble de la population. Le 6 novembre 2025, le GREA a organisé avec Insieme Vaud et le réseau "participation sociale des personnes avec troubles neurodéveloppementaux (Neurodev)" de la HETSL une conférence dédiée à cette thématique, avec la participation active de personnes concernées et en présence de proches. Cette rencontre a permis de sensibiliser les professionnel·le·s des deux secteurs et de briser les tabous autour des consommations dans le champ du handicap. Les outils adaptés développés dans le cadre du projet Handicaps et Addictions, notamment le SumID-Q et le MDA, ont été présentés, tout en rappelant les principes de la Charte Handicaps et Addictions qui affirme le droit à la participation sociale et à l'égalité. Face aux besoins identifiés et à l'intérêt manifesté, le GREA poursuivra son engagement sur cette thématique dans les années à venir.

Journée Support. Don't Punish.

Chaque 26 juin, se tient la journée de campagne internationale «Support. Don't punish» (Soutenez. Ne punissez pas) qui vise à dénoncer les approches répressives et la stigmatisation des personnes consommatrices. Cette campagne est coordonnée à l'international par l'IDPC, qui l'a initiée en 2013.

En 2025, le GREA – avec l'appui de la PF Réduction des risques – a recensé l'ensemble des événements et actions organisées en Suisse romande afin de les répertorier sur son site internet et de mieux les visibiliser. Le GREA a également co-organisé la conférence du 25 juin 2025 à Uni Mail (Genève)



intitulée «Drug policy and practice today: what are we really supporting?» ainsi que prononcé un discours à l'événement organisé à Lausanne par la Fondation ABS.

Journée CoRoMA «Innover en addictologie»

Le 18 juin 2025 à Caux, le GREA a participé à l'organisation de la 24e journée annuelle du Collège romand de médecine de l'addiction (CoRoMA), en partenariat avec le 5e symposium international «Prévenir et traiter le jeu excessif dans un monde digitalisé». Cette journée a proposé un tour d'horizon des innovations développées par les professionnel·le·s dans leurs champs d'intervention respectifs pour répondre aux enjeux actuels de prévention et d'accompagnement des conduites addictives. Onze ateliers parallèles ont exploré des thématiques variées: le savoir expérientiel et la pair-aidance, les thérapies en réalité virtuelle, les traitements agonistes opioïdes, la prise en charge du TDAH en co-occurrence avec une addiction, les innovations sociales face aux précarités, la prescription de cannabinoïdes médicaux ou encore les psychothérapies augmentées par substances psychédéliques. La session plénière commune avec le symposium international a permis d'aborder l'accompagnement des addictions comportementales et le projet Safezone.ch de l'OFSP.

Formation au système de drapeaux

Le GREA a participé au groupe de travail romand coordonné par Santé sexuelle Suisse visant à adapter la formation au «système des drapeaux» au domaine des addictions. Ce travail a rassemblé des professionnel·les issus de divers contextes (prévention, milieu festif et résidentiel) afin de concevoir des vignettes pédagogiques inspirées de situations rencontrées sur le terrain, à la croisée des enjeux liés à la sexualité et aux consommations. Développé initialement en Belgique, le système des drapeaux de Sensoa propose une méthodologie structurée fondée sur les droits humains et une approche positive de l'éducation sexuelle. L'outil permet d'évaluer les situations à partir de six critères (comme le consentement mutuel, l'égalité et

le respect de soi) et d'identifier des réponses éducatives adaptées grâce à un code couleur permettant d'évaluer si la situation est tout à fait ou plutôt acceptable (vert, jaune) ou au contraire plutôt ou très problématique (rouge, noir). Dans ce contexte deux formations ont été organisées à Lausanne, les 7 et 8 avril 2025 ainsi que les 12 et 13 novembre 2025.

Coordination internationale

Le GREA entretient des liens étroits avec d'autres associations professionnelles et institutions du domaine des addictions à l'international, particulièrement dans le monde francophone: France, Belgique, Québec et Luxembourg. Le GREA participe ainsi à plusieurs rencontres annuelles avec ces partenaires. Outre nos travaux communs sur des projets, tels que le suivi du programme Mes Choix avec le RISQ (Québec) ou la revue Addiction(s): Recherche et pratique, nous avons participé:

- À la 68ème session de la *Commission on Narcotic Drugs* (CND) de l'ONU à Vienne, ainsi qu'aux *side events* organisés par l'IDPC (10 au 15 mars)
- Au Congrès de la Fédération Addiction à Angers (22 et 23 mai)
- Au Colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes (TDO7) à Biarritz (21 au 24 octobre).

CRIAD: Coordination romande des institutions et organisations œuvrant dans le domaine des addictions

L'association faîtière CRIAD rassemble, en plus du GREA, vingt institutions sociales actives dans le domaine des addictions en Suisse romande. Elle est mandataire d'un important contrat de prestations avec la Confédération dans le cadre de l'aide aux personnes invalides selon l'article 74 de la loi fédérale sur l'assurance invalidité.

En 2025, le GREA a soutenu les activités stratégiques et opérationnelles de cette association, avec neuf séances du comité, trois réunions plénières et cinq réunions des commissions thématiques.

En début d'année, la rencontre interinstitutionnelle a amené les membres à se pencher sur les enjeux spécifiques du travail social dans le domaine des addictions avec les recherches de la Haute École d'Olten sur le sujet, et apporter des réflexions au projet du GREA « Renforcer le domaine social face aux addictions ».

Concernant la mise en œuvre du contrat de prestations, un important soutien a été apporté aux institutions dans la délivrance d'un reporting conforme, en développant deux nouveaux outils: une plateforme de centralisation des données des bénéficiaires, et un interfaçage entre les comptabilités internes et la comptabilité analytique demandée par la Confédération. La coordination a soutenu aussi les travaux d'entrée d'une nouvelle institution dans le contrat, l'association Le Radeau. La fluidité, le respect des délais et la qualité des données provenant des institutions restent un enjeu majeur pour l'équipe de coordination au sein du GREA. Au niveau des prestations de la faîtière, la CRIAD a poursuivi le financement principal de prestations mises en œuvre par le GREA que sont le développement des sites STOP, du portail addictions Station A et du Recovery College, ainsi que, subsidiairement, la publication de revues scientifiques, le projet de renforcement du travail social dans les addictions et le projet Seniors et addictions.

À l'externe, le GREA a représenté la CRIAD dans plusieurs séances de travail avec le groupe d'accompagnement de la Confédération sur l'évolution du régime de l'article 74 LAI, des échanges avec la CORAASP, le groupe d'experts sur le référentiel QuaThéDA, le Groupe Romand des responsables de l'action sociale des cantons latins (GRAS), ainsi que le Cannabis Consensus Schweiz et la plateforme Cannabis dans l'optique d'une prise de position de la CRIAD sur l'avant-projet de loi sur les produits cannabiques.

FORDD: Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

La FORDD continue de s'affirmer comme un modèle unique et exemplaire dans le domaine de la formation en addictologie en Suisse romande. Son rôle fédérateur, regroupant les institutions centrales du domaine telles que le CHUV, les HUG, la HETSL, La Source et le GREA (en plus de sa vingtaine de membres institutionnels), constitue une véritable plus-value reconnue par l'ensemble des acteurs et actrices du secteur. Ce modèle, coordonné par le GREA, repose sur une coopération interdisciplinaire et interprofessionnelle, évitant les écueils de la concurrence au profit d'une synergie qui bénéficie directement à la qualité des formations. Cette approche, alliant savoirs académiques et expertise de terrain, est plébiscitée autant par les participant-e-s que par les partenaires institutionnels, consolidant la réputation de la FORDD comme pilier incontournable du domaine des addictions en Suisse romande.

Le CAS HES-SO (15 crédits ECTS) en addictions comprend quatre modules. Le premier se concentre sur l'accueil et l'action éthique envers les personnes en situation d'addictions, en comprenant les concepts et en évaluant les situations selon les substances ou les comportements. Le deuxième module aborde la dimension sociétale de la thématique. Le troisième module développe les compétences d'accompagnement social et thérapeutique, en mettant l'accent sur l'évaluation, l'entretien motivationnel et la prévention des rechutes. Enfin, le quatrième module introduit l'analyse de pratique et la réflexion sur l'intervention professionnelle, en intégrant les aspects émotionnels et interprofessionnels pour une meilleure projection dans le travail futur. Cette année, la FORDD a délivré des diplômes à plus d'une vingtaine de professionnels ayant achevé avec succès le programme.

Parallèlement, la FORDD a engagé en 2025 un processus de réflexion stratégique sur l'évolution du CAS, afin d'adapter la formation aux transformations du champ des addictions. À travers une demi-journée de travail réunissant

les partenaires institutionnels, suivie de discussions au sein du Comité, de l'Assemblée générale et du Conseil scientifique, plusieurs enjeux ont été identifiés, notamment la diversification des publics, l'émergence de nouvelles problématiques (numérique, précarité, santé mentale) et la nécessité de renforcer l'interprofessionnalité. Ces travaux ont permis de faire émerger des pistes concrètes d'évolution, notamment l'introduction de modules à option ou de formats de spécialisation, qui feront l'objet d'approfondissements en 2026 en vue d'une adaptation progressive du CAS.

PILDJ: Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

Le PILDJ est un mandat intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu confié au GREA par la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) depuis 2007. Fonctionnant par phases de 3 ans, l'année 2025 marquait la première année de la phase 7 du programme.

L'année 2025 a été l'occasion pour l'ensemble des cantons de relancer la campagne de prévention en ligne initiée en 2023, avec une diffusion sur les réseaux sociaux de messages de sensibilisation. Durant cette phase 7 du PILDJ, une nouvelle campagne de prévention en ligne est prévue en 2026. Côté formation, le PILDJ a concentré ses efforts sur le développement d'une plateforme de formation en ligne, dans l'idée de pouvoir proposer, en complément des modules de sensibilisation existants, des formations plus courtes et plus ciblées pour différents corps de métier.



Spielsucht-helpline

Ligne sos-jeu

Linea sos-gioco

0800 040 080

L'ensemble des activités du PILDJ peuvent être consultées dans son propre rapport d'activités.

Secrétariat du Cannabis Consensus Schweiz

En 2025, le GREA a joué un rôle central au sein du Cannabis Consensus Schweiz (CCCH) en reprenant la responsabilité du secrétariat de l'association et en assurant le suivi de la procédure législative relative à la Loi sur les produits du cannabis (LPCan). Le 8 octobre 2025, une assemblée générale extraordinaire s'est tenue au Palais fédéral afin de définir la position officielle du CCCH dans le cadre de la consultation fédérale. Le même jour, un workshop réunissant les membres et partenaires du CCCH a permis de consolider les consensus entre organisations issues de la prévention, de la réduction des risques et de la filière chanvre. Au niveau administratif, un important travail de mise à jour des statuts de membres et du paiement des cotisations a également été réalisé.

Le GREA est membre de :

- Fédération des professionnel-le-s des addictions (GREA, Fachverband Sucht, Ticino Addiction)
- Coordination politique des addictions – CPA/NAS
- Coordination Romande des Institutions et organisations œuvrant dans le domaine des Addictions - CRIAD
- Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances - FORDD
- International Drug Policy Consortium – IDPC
- Conférence internationale des fédérations francophones des addictions – CIFA
- Vienna NGO Committee On Drugs - VNGOC
- Cannabis consensus Schweiz
- AGILE.CH
- Association suisse pour la promotion de l'innovation sociale
- Association faitière Swiss Recovery Colleges



**COMMUNICATION
ET PUBLICATION**

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

Le GREA est une source d'informations importante sur les addictions en Suisse romande, aussi bien pour les professionnel-le-s, qui trouvent chez nous des brochures et des outils, pour les médias ainsi que pour le grand public. En 2024, le GREA a mis en ligne son nouveau site internet qui facilite la navigation et propose désormais un agenda complet des événements à venir, organisés par le GREA ou le réseau. En plus des dossiers thématiques, qui renseignent en profondeur sur les addictions, le GREA publie régulièrement sur son site des communiqués de presse, des prises de position, des revues ou des brochures. La newsletter permet de se tenir informé-e des actualités régionales, nationales et internationales dans le domaine. Le GREA est également présent sur LinkedIn.

Justice et addictions: quelles réponses interprofessionnelles pour un accompagnement et une réinsertion durable?

En 2025, le GREA a poursuivi ses activités de communication et de valorisation des travaux de recherche et des échanges interprofessionnels menés en 2024 dans le cadre du projet portant sur la collaboration entre les domaines de la justice et des addictions. Les publications réalisées visent à rendre accessibles les enseignements issus de ces événements auprès des milieux professionnels, institutionnels et scientifiques.

À la suite des rencontres interprofessionnelles organisées en 2024, deux documents de synthèse ont été publiés en 2025 sur le site du GREA:

- Domaines de la justice et des addictions: une collaboration nécessaire pour une réinsertion durable
- Prison, justice et addictions: quelles interactions, quelles perspectives?

Ces documents rendent compte des échanges entre acteur-trice-s de terrain et mettent en évidence les enjeux de coordination entre les systèmes judiciaire, pénitentiaire et sociosanitaire.

Le rapport intitulé « Bonnes pratiques en matière de collaboration entre les domaines de la justice et des addictions en Suisse: état des lieux » a été finalisé et remis en 2025 à la Fondation latine – Projets pilotes Addictions (FL2PA). Il synthétise les résultats de la recherche documentaire ainsi que les apports des événements organisés dans le cadre du projet.

Ces travaux ont également fait l'objet d'une communication scientifique sous la forme d'un poster intitulé Addictions et système judiciaire en Suisse, présenté en 2025 à Lugano lors de la Swiss Public Health Conference.

Factsheet « Fentanyl et nitazènes: sommes-nous prêts? »

Alors que les opioïdes de synthèse comme le fentanyl et les nitazènes sont au cœur d'une crise sanitaire en Amérique du Nord, leur présence reste pour l'instant limitée en Europe et en Suisse. Le GREA a publié une factsheet analysant l'état de préparation du pays face à l'éventuelle arrivée de ces substances. Cette publication examine les dispositifs de détection existants, notamment via le drug checking, et identifie les mesures préventives à renforcer. Elle souligne l'importance d'une coordination entre les services spécialisés, les autorités sanitaires et les acteurs de première ligne pour anticiper et organiser une réponse adaptée. Elle propose également de travailler directement avec les personnes concernées dans une perspective communautaire. Cette réflexion prospective s'inscrit dans la mission de veille du GREA sur les évolutions du champ des addictions.

Factsheet « Poudres énergisantes à sniffer »

Des poudres énergisantes dites à sniffer, une sorte de mix entre energy drink et cocaïne, ont été mises sur le marché

suisse de manière totalement légale. Entre doutes sur l'innocuité réelle de ces produits et banalisation du geste du « sniff » en passant par le marketing agressif ciblant les jeunes, les inquiétudes sont légitimes dans le champ de la prévention. Le GREa et Addiction Suisse ont publié conjointement une fiche d'information synthétique sur ces poudres.

Lancement du site ADDIRIS

Le projet ADDIRIS s'est concrétisé en 2025 avec le lancement et la mise en ligne de sa [plateforme en ligne](#), marquant l'aboutissement d'un travail collectif international et la stabilisation durable de ses contenus. Issue notamment des Académies organisées à Dakar, cette plateforme propose une série de vidéos qui captent des échanges riches, ancrés dans les réalités de terrain et portés par une diversité d'acteurs et d'actrices du champ des addictions. L'interview programmatique de Ruth Dreifuss y occupe une place centrale, en posant les bases d'une approche fondée sur les droits humains et la santé publique. Pensée comme un outil vivant, la plateforme vise à former, inspirer et faire circuler les savoirs, tout en s'inscrivant dans la continuité d'une coordination internationale toujours active et ouverte à de nouveaux partenaires.

Dix factsheets sur la régulation du cannabis

L'été 2025 a marqué la publication complète du projet de Loi sur les produits cannabiques (LPCan) avec son rapport explicatif lors de l'ouverture de la consultation. Si le GREa a vivement salué la qualité de cette loi, c'est une loi tout de même plutôt longue et complexe. En parallèle de la publication complète de notre prise de position sur cette consultation, nous avons également publié [dix factsheets synthétiques](#) sur les aspects clés de la loi, mais aussi sur certains thèmes connexes importants, tels que l'échec de la prohibition ou les effets et risques de la consommation de cannabis.

Ces fiches permettent de se faire une idée générale et rapide des enjeux majeurs de cette loi, par exemple en expliquant clairement les modèles de production et de vente, la protection des mineurs ou encore la vente en ligne.

Conditions d'accès aux espaces de consommation sécurisés: pour une approche efficace et efficiente

Dans un contexte régional où plusieurs propositions politiques ont remis en question l'efficacité du modèle universel d'accueil dans les ECS, comme c'est le cas à ce jour à Genève et à Lausanne, le GREa a organisé la table ronde d'échange lors de son assemblée générale sur cette question. Les riches discussions lors de l'AG ont donné suite à un [papier de position du GREa](#), adopté par le comité le 8 septembre 2025. Pour la rédaction de ce papier, le GREa s'est coordonné et a consulté de nombreux professionnel·le·s en Suisse romande, notamment celles et ceux qui travaillent dans les ECS (Genève, Lausanne, Fribourg et Bienne).

Au moyen d'une revue de la littérature internationale, ce papier de position propose une liste d'arguments socio-économiques, de santé et de sécurité publique, de justice sociale et juridiques qui démontrent l'efficacité et l'efficacité du modèle d'accueil universel. Le papier formule enfin des recommandations pratiques à l'intention des autorités communales et cantonales.

Revue Dépendances

La revue Dépendances est publiée trois fois par année par le GREa et Addiction Suisse avec la collaboration de rédactrices et rédacteurs spécialisé·e·s dans leur domaine, en fonction du thème choisi. Unique en Suisse romande, la revue donne la parole à des professionnel·le·s, expert·e·s ou usager·ères, d'ici ou d'ailleurs, qui acceptent de prendre la plume et d'exposer leurs points de vue. La revue est offerte aux membres du GREa et est également disponible sur abonnement

Les trois numéros publiés en 2025:

N°81: « Questions de genres »

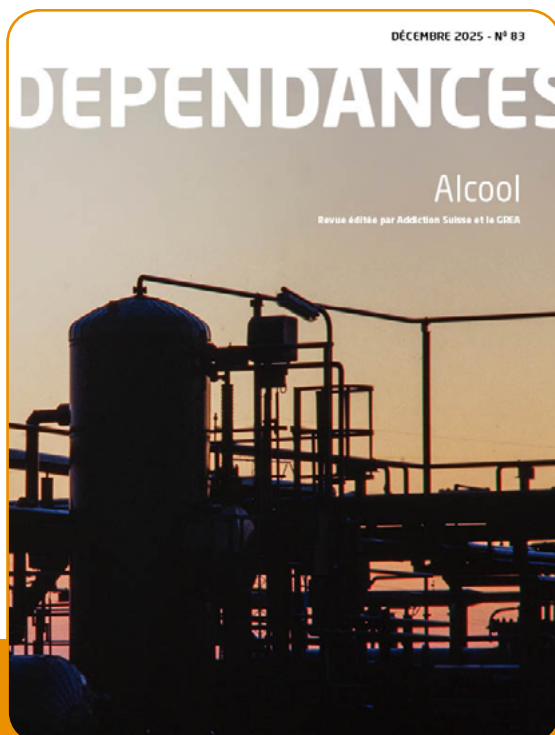
N°82: « Rôle de la recherche »

N°83: « Alcool »

Le GREA dans les médias

Par ses capacités à vulgariser des éléments complexes, la qualité de sa recherche et ses positionnements pragmatiques, le GREA est régulièrement sollicité par les médias. En 2025, le GREA est ainsi intervenu une cinquantaine de fois dans les médias, que ce soit à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite. Les thèmes pour lesquels le GREA a été le plus sollicité sont les politiques drogues suisses (en particulier concernant le crack et les ECS), le cannabis, les jeux d'argent, le tabac et la nicotine ou encore l'alcool.

Toutes les interventions du GREA dans les médias sont disponibles sur notre site internet, rubrique [Dans les médias](#).

**Communiqués de presse**

31 janvier 2025: Dry January: une 5ème édition réussie

14 février 2025: Vers la régulation fédérale du cannabis: un jour historique pour la santé et la sécurité publique !

21 février 2025: « Rends-moi mon téléphone », une soirée inédite pour parents et jeunes autour des écrans à Vevey

2 mai 2025: Programme d'allègement budgétaire 2027: le GREA s'inquiète des conséquences pour le domaine des addictions

12 mai 2025: Journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool: soutenir au lieu de juger

15 mai 2025: NON aux coupes budgétaires dans le domaine des addictions

4 septembre 2025: Légalisation du cannabis: la Suisse prête à cultiver son succès.

15 septembre 2025: Près de 10'000 signatures pour la pétition contre les coupes budgétaires dans les addictions

21 octobre 2025: Espaces de consommation sécurisés: un rapport scientifique pour éclairer le débat.

29 décembre 2025: Le Dry January 2026 lance le défi Workplace Challenge pour renforcer la prévention alcool au travail.

Tous nos communiqués de presse sont accessibles [ici](#).

Publications du GREA dans les revues spécialisées

Vallelian, A. (2025). Vieillir avec une addiction [Interview de F. Rosselet]. *ARTISET Magazine*, 3, 48–51. [Lien](#).

Robet, T., Santos Cruz, J., Artison, V., Mellina, M. et Khazaal, Y. (2025). Rencontrer pour soigner : la place du travail de rue en addictologie. *Revue Médicale Suisse*, 21(921), 1170–1174. [Lien](#).

Bach, R., Robert, C. et Kuendig, H. (2025). Quarante ans de politiques addiction en Suisse : entre visibilité, invisibilité et nouveaux défis. *Psychotropes*, Hors-série, 19–25. [Lien](#).

Delgrande Jordan, M. et Kuendig, H. (2025). La recherche sur les addictions dans les ONGs : au carrefour des savoirs, des pratiques et des politiques. *Dépendances*, 82. [Lien](#).

Perissinotto, C. et Spini, A. (2025). Dry January : de la culture de l'excès à une invitation bienveillante. *Dépendances*, 83, 12-15. [Lien](#).

Bach, R., Delgrande Jordan, M., Huggenberger, M., Knocks, S. (2025). L'alcool, l'éléphant dans la pièce. *Dépendances*, 83, 19-22. [Lien](#).



POLITIQUE

POLITIQUE

Les politiques des addictions sont en constante évolution. Aussi bien au niveau fédéral que cantonal et même communal, les projets de loi, motions et objets débattus par les parlementaires sont nombreux. Le GREA met ses compétences pointues au service d'actions de plaidoyer. L'objectif est de faire progresser les politiques publiques vers un renforcement des droits humains, de la réduction des risques, de la prévention et de l'accès aux prestations de santé. Les activités de plaidoyer du GREA sont diverses : rédaction d'objets parlementaires, réponses à des consultations, auditions lors de séances de commission ou encore participation à des activités de coalitions et de communication.

Alcool

Après des années (une décennie !) de calme plat, l'alcool a enfin refait parler de lui sur la scène politique suisse, malheureusement pas dans le sens où on l'aurait souhaité. Les tendances des ventes d'alcool et de consommation sont à la baisse depuis plusieurs années, ce qui inquiète la viticulture suisse qui s'est largement mobilisée durant l'été 2025 pour alerter l'opinion sur la chute de ses ventes. En juillet, Guy Parmelin, Conseiller fédéral mais également viticulteur, a déclaré qu'on ne pouvait pas forcer les gens à boire, mais qu'il aimerait bien que les gens boivent plus. Dans ce contexte et en plein exercice de coupes budgétaires, mené par la Conseillère fédérale Karin Keller Sutter, le Parlement a voté une augmentation 10 millions d'aide d'urgence à la viticulture, alors que la Stratégie nationale Addictions s'est vue quant à elle amputée de 25% de son budget.

En septembre, le parlementaire Benedikt Würth (Le Centre/SG) a déposé une motion interdisant à la Confédération de formuler des directives ou des recommandations sur la consommation modérée d'alcool, empêchant l'OFSP de communiquer sur les risques liés.

On le voit, d'un côté le lobby de l'alcool a commencé à faire pression afin de diminuer les moyens alloués à la

prévention et empêcher toute recommandation de santé publique liée à la consommation d'alcool ; d'un autre côté, le GREA ainsi que de nombreuses autres organisations spécialisées dénoncent l'absence de leadership fédéral sur ces questions, situation empirée depuis les licenciements massifs à l'OFSP et sa réorganisation pour le moins chaotique. Cette problématique d'absence de pilote dans l'avion de la prévention alcool est particulièrement bien présentée dans un article publié dans la revue Dépendances de décembre 2025 intitulé « L'alcool, l'éléphant dans la pièce ». Dans ce domaine, nous avons besoin de nouvelles mesures de prévention structurelle fortes (taxation) ainsi que d'une véritable stratégie nationale de communication sur l'alcool, coordonnée et cohérente.

Cannabis

L'année 2025 a été marquée par l'adoption, en printemps, du projet de Loi fédérale sur les produits cannabiques (LPCan) par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N) puis par la publication de cette loi avec l'ouverture de la consultation à la fin de l'été. En étroite collaboration avec le réseau romand mais aussi national, notamment avec le Fachverband Sucht, Ticino Addiction ou la NAS, le GREA a travaillé d'arrache-pied afin de publier sa réponse à la consultation le plus tôt possible afin que cette position puisse être reprise par d'autres. En parallèle, nous avons publié dix fiches d'information synthétiques qui présentent les contours de la loi, les effets et les risques du cannabis, et qui vulgarisent également certains éléments complexes ou à hauts enjeux de la loi, comme les modèles de production et de vente du cannabis ou la protection de la jeunesse.

Pour le GREA, la publication de cette loi est une excellente nouvelle et une avancée majeure dans les politiques drogues de la Suisse. Après étude approfondie, nous constatons que cette loi est bonne, elle parvient à concilier au mieux régularisation du marché d'un produit addictif et intérêts de santé publique. Nous sommes convaincus

qu'aucun autre État dans le monde n'a de projet de légalisation du cannabis aussi bon à l'heure actuelle. Pour l'année 2026 et les suivantes, il s'agira maintenant de défendre cette loi et de convaincre les parlementaires de l'adopter. Ce sera clairement l'une des activités prioritaires du GREA.

Cocaïne

La cocaïne est la substance illégale qui se démocratise, avec une accessibilité particulièrement élevée. Partout en Europe, la consommation augmente, les saisies aux frontières explosent et la pureté augmente alors que les prix baissent. Après l'héroïne à la fin du 20ème siècle, la cocaïne est incontestablement la drogue du début du 21ème. Elle semble être consommée dorénavant par un public varié, les plus visibles étant les usagers et usagers précarisés de crack en rue, mais également par de nombreuses personnes insérées qui ne font cependant pas partie de l'élite (avocats, banquiers) comme c'était le cas auparavant.

En 2025, le crack a continué de faire largement parler de lui sur la scène politique, mais toujours à l'échelle locale. De belles avancées ont pu être obtenues, avec l'inauguration de l'extension du Quai 9 à Genève qui permet d'accueillir les usagers et usagers de crack comme d'autres substances dans de meilleures conditions. La consommation de crack en rue a cependant continué de cristalliser les tensions à Lausanne, malgré l'ouverture d'un second ECS à la Riponne. Les débats politiques se sont enflammés et face à la pression, la Municipalité de Lausanne a annoncé qu'elle avait décidé de restreindre l'accès aux ECS aux seul·e·s Vaudois·es alors même que la Ville de Zürich prenait la décision inverse, en ouvrant un espace d'accueil et de consommation aux non-résident·e·s. Dans le cadre de ce débat et avec le soutien de ses membres, le GREA a publié un papier de position sur l'efficacité et l'efficacité du modèle d'accueil universel en ECS, notamment afin de tordre le cou à certaines idées reçues (et démontées par la science), comme celle de l'appel d'air.



Si la cocaïne et le crack ont été des thèmes politiques importants au niveau des villes, ce n'est toujours pas le cas sur la scène fédérale, avec un soutien très limité de la Confédération. Contrairement à la crise des années 1980-90, il n'y a pas d'études ou d'analyse nationale de la situation, pas de soutiens financiers à des projets pilotes, pas de coordination nationale, pas de direction ou de stratégie données. Cette situation est regrettable.

Opioides

Alors que la crise des surdoses se poursuit en Amérique du Nord, avec de nombreux décès liés au fentanyl, cette crise ne semble pour l'instant pas se profiler en Europe ou en Suisse. À l'heure actuelle, l'enjeu est surtout de pouvoir détecter d'éventuelles traces de fentanyl ou de nitazène dans les substances testées dans les dispositifs de *drug checking*. Le GREA travaille à la réalisation d'un projet inspiré du programme PROFAN au Québec qui vise à prévenir les surdoses, notamment via la formation par les pairs et l'accès à la naloxone.

Jeux de hasard et d'argent

Le marché des jeux de hasard et d'argent poursuit son expansion en Suisse, avec un produit brut des jeux annuel qui dépasse la barre des 2 milliards de francs. Les augmentations les plus inquiétantes se situent du côté des paris sportifs et des jeux de casinos en ligne.

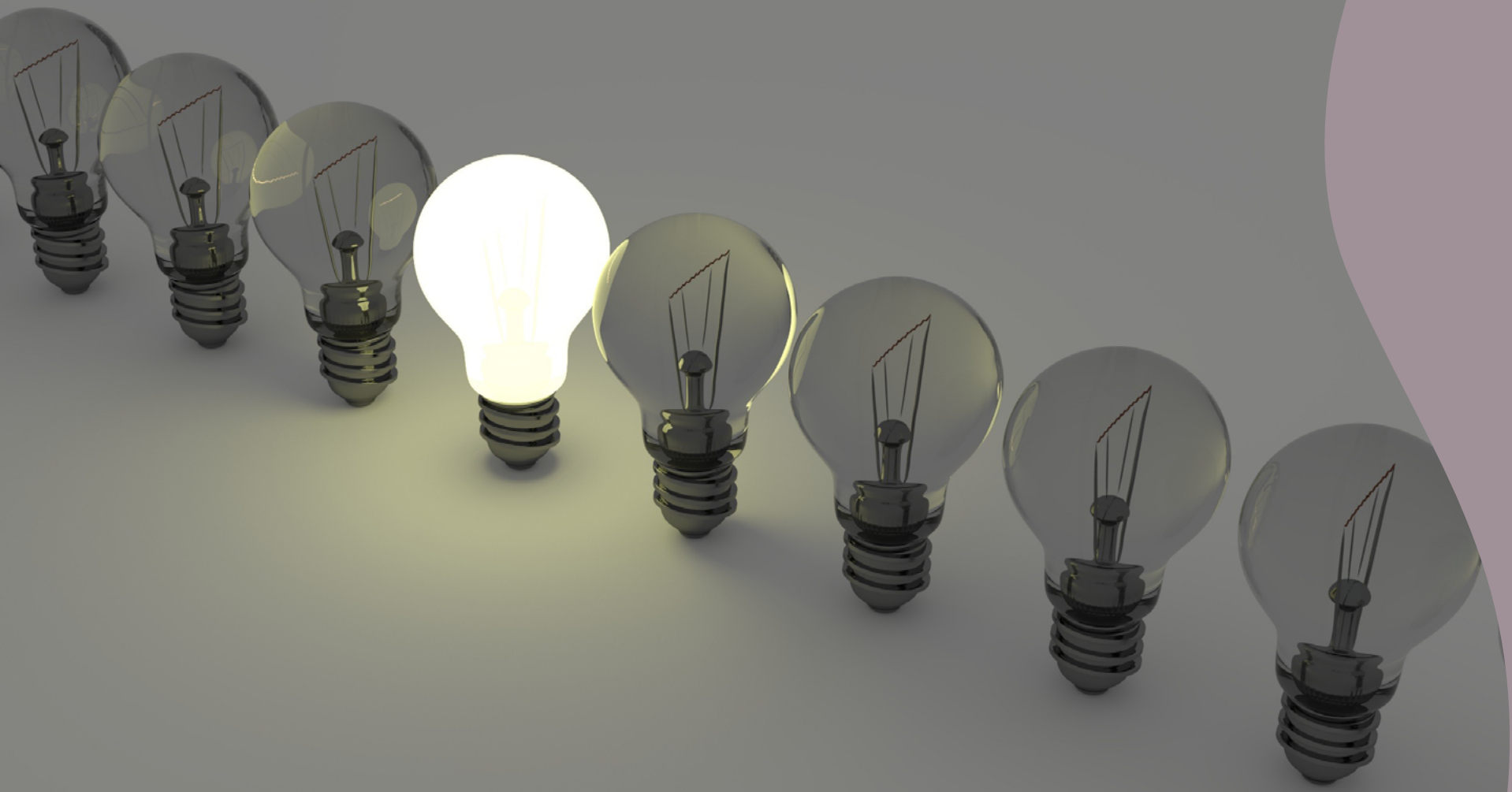
Côté politique, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Parlement fédéral devait se positionner, en février 2025, sur une initiative parlementaire déposée par la Conseillère nationale Jessica Jaccoud (PS/VD). Cette initiative visait à modifier la LJAr afin qu'il ne soit plus possible de rémunérer les détaillants de jeux de loterie au chiffre d'affaires. Autrement dit: de ne plus rémunérer les kiosques à la commission en fonction du volume de jeu vendu, un système reconnu pour entraîner un conflit d'intérêt entre recherche de profit et protection sociale contre le jeu excessif. Malheureusement, le Parlement a refusé cette initiative parlementaire.

En 2025, le GREA a activement participé aux travaux de l'évaluation de la Loi sur les jeux d'argent (LJAr), menée par le bureau Interface sur mandat de l'Office fédéral de la justice. En participant aux séances du groupe d'accompagnement ou lors d'entretiens, le GREA a représenté le point de vue des professionnel-le-s et expert-e-s du domaine sur cette loi. Le rapport devrait être publié par le Conseil fédéral début 2027.

Nicotine

C'est en 2025 que s'est achevé le processus de mise en œuvre de l'initiative « Enfants sans tabac », largement adoptée par la population en 2022. En juin, le Parlement a finalement trouvé un compromis permettant de valider la révision de la Loi sur les produits du tabac (LPTab). La majorité bourgeoise a tenté d'introduire de nombreuses exceptions dans la loi, dont certaines ont de même passé, notamment concernant la publicité dans la presse écrite, le sponsoring de manifestations ou la vente mobile de cigares et cigarillos. Dans un communiqué, l'association porteuse de l'initiative « Enfants sans tabac » a jugé cette révision de la LPTab tout juste suffisante.

Le Parlement a également adopté une motion demandant l'interdiction de vente des puffs. Certains cantons romands ont pris la même décision, comme Genève, ou sont en voie de le faire, comme à Fribourg.



ASSOCIATION

ASSOCIATION

Les membres

Au 31 décembre 2025, le GREA comptait 32 membres institutionnels et 311 membres individuel-le-s.

Le comité

Thomas Urben, Addiction Valais, VS, président
Cédric Perriard, Le Levant, VD, vice-président
Carole-Anne Baud, Dre en droit, GE
Barbara Broers, HUG, GE
Ken Brunner, FMR, VD
Jean-Marie Coste, Addiction Neuchâtel, NE/JU
Thomas Herquel, Première Ligne, GE (depuis le 4 juillet)
Aline Iacoviello-Villard, infirmière indépendante, VD
Fanny Pilloud, Association REPER, FR
Benjamin Ravinet, Association itinéraires santé, NE/JU
George Riesen, Psychiatre en cabinet privé, FR
Niels Weber, Psychothérapeute en cabinet privé, VD

Le secrétariat

Christophe Al Kurdi, chef de projets senior
Alexandra Bourgois, collaboratrice scientifique (dès le 1^{er} septembre)
Romain Bach, co-secrétaire général
Aline Bressoud, cheffe de projets
Jean Clot, chef de projets senior
Léonard Dinkel, chef de projets et coordinateur PILDJ
Patrick Eerdmans, coordinateur administratif (dès le 17 février)
Francis Fernandes, collaborateur scientifique (jusqu'au 5 février)
Jade Jufer, apprentie employée de commerce (jusqu'au 31 juillet)
Hervé Kuendig, responsable du pôle recherche
Lysandre Lechelard, administration et secrétariat (jusqu'au 28 février)
Tito Maresca, responsable finances et comptabilité
Maxime Mellina, responsable du pôle formation
Anaïs Merckhoffer, collaboratrice scientifique (du 22 avril au 13 juin)
Maria Perea Berezo, apprentie employée de commerce (dès le 1^{er} août)
Célestine Perissinotto, cheffe de projets senior
Camille Robert, co-secrétaire générale
Pascal Roduit, responsable du pôle administration et qualité, coordinateur CRIAD
Fabrice Rosselet, chef de projets senior
Aurélia Spini, cheffe de projets prévention
Nadia Yersin, cheffe de projets senior

Civilistes et stagiaires

Élodie Andrade Borges, stagiaire universitaire
Alan de Gasperis, stagiaire universitaire
Juliette Guillaume-Gentil, stagiaire universitaire
Noël Landert, civiliste
Gabriel Nasca, civiliste
Jonathan Rime, civiliste
Simon Schönmann, civiliste
Guilherme Soares Veiga, civiliste
Guillaume Stern, civiliste



RAPPORT FINANCIER

BILANS COMPARÉS
2025 ET 2024

Période du 1er janvier au 31 décembre

ACTIFS	2025	2024
Caisse	490.00	399.00
PostFinance 10-21391-8	531 713.64	754 357.02
Raiffeisen cpte ép. 9478 7919 1	126 207.10	126 046.14
Raiffeisen cpte garantie loyer 2850 3873 9	11 822.95	11 811.64
Raiffeisen cpte réserves 2292 2903 2	98 588.45	98 660.45
PostFinance AG EUR	85 030.41	56 839.99
Liquidités	853 852.55	1 048 114.24
Titres	200.00	200.00
Débiteurs	105 637.2	88 916.05
Autre créance à court terme	0.00	2 390.00
Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services	105 637.20	88 389.75
C/c PILDJ	35 693.16	-903.31
Autres créances à courts terme	35 693.16	-903.31
Actifs de régularisation	0.00	0.00
Produits à recevoir	35 700.81	0.00
Actifs de régularisation (actifs transitoires)	35 700.81	0.00
ACTIF CIRCULANTS	1 031 083.72	1 136 326.98
Matériel informatique	7 600.00	10 000.00
Matériel de cours	1.00	1.00
Mobilier et installations	2 030.00	2 900.00
Immobilisations corporelles meubles	9 631.00	12 901.00
ACTIFS IMMOBILISÉS	9 631.00	14 101.00
TOTAL ACTIFS	1 040 714.72	1 149 227.98

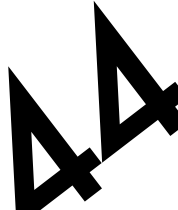
PASSIFS	2025	2024
Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services	36 906.80	31 638.06
Créanciers	36 906.80	31 632.87
Acomptes reçus de tiers	0.00	5.19
Dettes à court terme	0.00	0.00
C/c Parole des usagers	0.00	0.00
C/c Mandat intervention précoce	3 742.61	24 918.93
C/c Mandat Online Sucht	3 555.75	3 555.75
C/c Mandat MNT (news + Monitoring alcool et tabac)	23 980.92	5 175.71
C/c Mandat Station A (art. 74 LAI)	45 554.45	0.00
C/c Mandat Justice et addictions	0.00	42 505.32
Mandats	76 833.73	76 155.71

PASSIFS	2025	2024
Décompte TVA	1 900.33	2 328.07
Autres dettes à court terme	1 900.33	2 328.07
Compte courant Institutions de prévoyance professionnelle	568.05	-2 685.50
Compte courant AVS, AI, APG, AC	6 181.00	-7 663.70
Compte courant Assurance-accidents	-1 182.70	2 049.80
Compte courant Assurance maladie (indemnité journalière maladie)	-3 832.10	2 322.60
Dettes de sécurité sociale	1 734.25	-5 976.80
Passifs de régularisation (passifs transitoires)	0.00	0.00
CAPITAUX ÉTRANGERS À COURT TERME	110 105.95	104 145.04
Projet RIL	11 609.27	2 754.24
Projet collaboration hospitalière 22-27	312 462.83	497 599.01
Revue scientifique (art. 74 LAI)	16 932.41	0.00
Projet Recovery College Addictions	46 684.71	52 674.56
Dépenses	0.00	0.00
Projet DB+site	0.00	0.00
Projet Handicap et consommations	17 239.70	18 205.98
SuPo Suisse Romande	0.00	0.00
Projet Sites Stop	0.00	0.00
Projet paris sportifs et publicité World Cup 22	0.00	0.00
Projet Mes Choix	18 205.98	32 865.60
Projet Dry January	11 551.71	8 637.75
Projet «FAQ pour les proches»	0.00	0.00
Projet dépendance et précarité financière	0.00	0.00
Projet Journées Ai addictions 2023-24	0.00	0.00
Projet ADDIRIS	0.00	63 850.65
Projet CIPPAL-ADAM	7 823.66	1 663.80
Projet Journées alcool 24-26	22 369.57	13 113.79
Projet Family 4 the Night innobooster	6 422.42	8 750.82
Projet parcours de jeu de joueurs de paris sportifs	16 265.64	17 165.64
Projet Senior-e-s et Addictions	4'918.99	0.00
Projet Happy Hours	2 802.11	0.00
Projet Au-delà des rôles, redonner souffle aux relations	6 129.83	0.00
Projet PACTES	19 805.07	0.00
Projet Amélioration de l'accompagnement	15 000.00	0.00
Projet Dépénalisation de la consommation de stupéfiants	9 425.00	0.00
Projet Journée addiction et endettement	3 000.00	0.00
CAPITAL DES FONDS AFFECTÉS	569 059.63	717 281.84

BILANS COMPARÉS
2025 ET 2024

Période du 1er janvier au 31 décembre

PASSIFS	2025	2024
Capital libre	117 814.57	116 031.22
Fonds formations TSHM	1 927.47	1 927.47
Fonds accompagnement et formation du Personnel (FAFP)	101 121.45	0.00
Fonds communication et Plaidoyer (FCP)	102 629.27	0.00
Fonds recherche et développement (FRD)	35 138.33	0.00
Réserve plan social	0.00	82 983.12
Fonds formation	0.00	13 000.00
Fonds communications	0.00	42 963.58
Réserve pour équipement	0.00	18 171.00
Réserve campagnes politiques	0.00	20 941.36
Réserve projet prévention	0.00	30 000.00
Capital	358 631.09	326 017.75
Bénéfice de l'exercice	2 918.05	1 783.35
CAPITAUX PROPRES	361 549.14	327 801.10
TOTAL PASSIFS	1 040 714.72	1 149 227.98



COMPTES DE RÉSULTAT COMPARÉS
2025 ET 2024

Période du 1er janvier au 31 décembre

PRODUITS D'EXPLOITATION	2025	2024
Cotisations	57 330.00	60 750.00
Modules de formations	103 505.00	117 035.00
Journées de formations	2 761.00	9 130.00
Formation sur mesure	68 350.00	59 142.00
Indemnités interventions, formations	29 941.52	12 956.40
Produit de campagnes de collecte de fonds	261 887.52	259 013.40
Résultat s/Mandat- Campagne alcool (Dialogwoche und Dialogfelder)	0.00	0.00
Résultat s/Mandat intervention précoce	20 916.33	16 614.25
Produit RIL	15 633.61	13 876.04
Résultat s/Mandat Online Sucht	5 287.40	11 098.00
Résultat s/Mandat MNT (news + Monitoring alcool et tabac)	8 921.90	26 716.01
Résultat s/Mandat Stratégie Addictions 2025	83 125.02	0.00
Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	0.00	131 515.02
Résultat s/Mandat Justice et addictions	60 800.27	18 962.36
Résultat s/Mandat Paroles des usagers	0.00	5 655.14
Résultat s/Mandat Station A (art. 74 LAI)	47 346.35	0.00
Résultat s/Mandat Sites Stop	102 598.35	115 414.23
Résultat s/Revues scientifiques	32 107.99	25 788.58
Résultat s/Mandat Guide Médias (FR)	0.00	12 180.00
Résultat s/Mandat Cannabis Consortium	3 000.00	0.00
Résultat s/Mandat CRIAD	171 499.80	171 499.80
Résultat s/Mandat FORDD	130 970.16	127 288.75
Résultat s/Mandat PILDJ	184 500.00	155 000.00
Résultat s/projet portail addictions (CRIAD)	0.00	75 559.68
Mandats	866 707.185	765 965.05
Résultat s/Projet collaboration hospitalière 22-27	176 282.00	155 470.00
Résultat s/Projet Revovery College	28 763.56	30 632.00
Résultat s/Projet santé sexuelle et addictions	0.00	0.00
Résultat s/Projet Dry January	53 106.95	47 562.33
Résultat s/Projet ADDIRIS	83 614.43	45 342.00
Résultat s/Projet Renforcer le domaine social face aux addictions	66 317.52	4 511.52
Résultat s/Projet CIPPAL-ADAM	21 136.93	50 473.30
Résultat s/Projet journées alcool 24-26	13 928.22	10 070.21

Résultat s/ Projet parcours de jeu de joueurs de paris sportifs	26 723.40	9 557.76
Résultat s/Projet Senior-e-s et Addictions	48 626.26	0.00
Résultat s/Projet PACTES	194.93	0.00
Résultat s/Projet Happy Hours	5 867.89	0.00
Résultat s/Projet Dépénalisation de la consommation de stupéfiants	30 473.93	0.00
Résultat s/Projet Au-delà des rôles, redonner souffle aux relations	4 061.91	0.00
Résultat s/Projet Reconfiguration Villa Flora addiction valais	0.00	6 345.97
Résultat s/Projet Family 4 the Night innobooster	0.00	2 599.18
Résultat s/Projet Mes Choix	0.00	0.00
Résultat s/Projet paris sportifs et publicité World Cup 22	0.00	11 330.16
Résultat s/Projet résidentiel	0.00	0.00
Projets	559 097.93	562 341.36
Produits annexes résultant de livraisons et de prestations de services	279.83	266.20
Autres produits	489.72	9.87
Soutien 3K LStup	8 800.00	11 000.00
Dîme Fribourg	8 000.00	8 000.00
Dîme Neuchâtel	23 000.00	23 000.00
Dîme Vaud	100 000.00	100 000.00
Dîme Genève	36 000.00	33 000.00
Dîme Valais	14 250.00	14 250.00
Dîme Jura	4 750.00	4 750.00
Autres produits	195 569.55	194 009.87
ESCOMPTES	-16.06	-58.41
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 883 246.12	1 781 537.47

CHARGES D'EXPLOITATION	2025	2024
Promotion formation	-4 031.76	-5 994.96
Défraiements intervenants salariés	-26 610.00	-39 750.00
Défraiements intervenants indépendants	-7 120.00	-10 085.00
Défraiements intervenants institutions, assoc.	-31 398.00	-29 647.00
Frais de déplacement intervenants	-512.44	-973.40
Frais modules	-361.89	-8 658.68
Frais journées	-3 262.95	-4 261.10
Frais certification	-2 850.00	-1 314.99
Frais formation sur mesure	0.00	0.00
Formation GREA	-76 147.04	-100 685.13
Soutien aux plates-formes	-1 425.07	-90.00
Frais de délégation internationale (CLAT, IDPC, etc...)	-4 797.71	-9 135.98
Autres frais de délégation et représentation	-4 187.14	-2 917.97
Cotisations diverses	-2 950.00	-2 464.48
Comité GREA	-3 725.96	-5 280.39
Documentations (acquisition d'ouvrages)	-815.57	-696.85
Accueil participants	-1 457.17	-2 516.69
Coordination	-19 358.62	-23 102.36
CHARGES DE MATÉRIEL, DE MARCHANDISES ET DES PRESTATIONS	-95 505.66	-123 787.49
Salaires	-1 332 721.85	-1 280 787.80
Indemnités	0.00	0.00
Prestations des assurances sociales	4 030.55	11 977.60
Autres charges de personnel	-4 172.65	-4 735.99
Charges de personnel Production	-1 332 863.95	-1 273 546.19
AVS, AI, APG, AC	-90 740.50	-79 960.50
Caisse d'allocations familiales (CAF)	-35 755.30	-34 665.45
Prévoyance professionnelle	-78 941.70	-72 575.10
Assurance-accidents	-1 153.65	-1 343.75
Assurance maladie (indemnité journalière maladie)	-10 299.95	-8 997.90
Charges sociales	-216 891.10	-197 542.70
Formations collaborateurs	-1 589.01	-6 335.02
Formation et formation continue	-1 589.01	-6 335.02
Frais de repas	-258.85	-400.88
Dépenses, voyage, voiture, nuitée	-3 663.94	-3 080.89
Autres charges de personnel	-5 511.80	-9 816.79
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	-26 571.71	-22 482.02
CHARGES DE PERSONNEL	-1 581 838.56	-1 503 387.70
Loyer	-45 369.12	-45 269.40
Entretien des locaux	-4 595.42	-2 532.04
Charges de locaux	-49 964.54	-47 801.44
ERR MACHINES ET APPAREILS DE PRODUCTION	-2 607.56	-3 092.94
ASSURANCES COMMERCIALES	-1 160.60	-401.25
Matériel et fourniture de bureau	-155.23	-2 677.64
Frais de communication	-5 965.04	-4 861.01
Frais de port	-5 586.25	-3 390.66
Honoraires & Programme pour la tenue de la comptabilité	-3 195.34	-10 990.73
Autres frais d'administration	-7 303.98	0.00
Charges d'administration	-264.72	-21 920.04

Frais informatiques - Outils internes	-9 375.11	0.00
Frais informatiques - Développement Site GREA	-2 425.99	0.00
Frais informatiques - Portail Station A	-5 918.50	0.00
Frais informatiques - Sites STOP	-71 775.10	0.00
Frais informatiques - Site Sex and Drugs	-959.99	0.00
Frais informatiques	0.00	-38 074.53
Nom de domaine sites internet	-7 763.32	-4 018.88
Frais informatiques	-98 218.01	-42 093.41
Publicité dans les journaux	0.00	-231.27
Base de données	-12 344.22	-5 939.88
Maintenance informatique	-6 423.82	-15 659.99
Impressions et envoi réseau	-1 421.07	-2 699.13
Graphisme	-2 329.97	-1 681.60
Promotion	0.00	-1 246.48
Frais gestion Revues scientifiques	-21 415.62	
Charges de publicité	-43 934.70	-27 458.35
Ajustement TVA	-14 596.01	-17 855.30
Autres charges d'exploitation	-651.85	-645.00
Autres charges d'exploitation	-15 247.86	-18 500.30
Amortissements et corrections de la valeur du matériel informatique	-5 026.27	-6 559.99
Amortissements et corrections de la valeur du matériel de cours	0-00	-1 200.00
Amortissements et corrections de la valeur du mobilier et installations	-870.00	
Amortissements et ajustement de la valeur sur actifs meubles	-5 896.27	-7 759.99
Intérêts débiteurs sur crédit bancaire	-25.35	-332.30
Frais bancaires	-421.71	-545.34
Charges différences d'arrondis	-0.03	0.00
Pertes de change	-1 694.12	0.00
Différence d'arrondi	0.00	-0.22
Charges financières	-2 141.21	-877.86
Intérêts créditeurs	'172.27	-
Produits différences d'arrondis	'0.29	-
PRODUITS FINANCIERS	172.56	747.70
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	-241 468.75	-169 157.67
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-1 919 812.97	-1 794 549.51
Charges hors exploitation	-99.65	-250.00
Produits hors exploitation	1 560.00	532.50
Abandon de créance	-1 000.00	-6 850.00
Charges hors période	-10 842.32	-1 682.42
Produits hors période	79 696.86	24 828.66
Affectation du résultat aux fonds	-30 829.99	
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS ET HORS EXPLOITATION	38 484.90	16 578.74
BÉNÉFICE OU PERTE DE L'EXERCICE	-2 918.05	-1 783.35